

# le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

**Le congrès de l'Union Anarchiste s'est prononcé :**

**Tout pour soutenir la révolution espagnole !  
Tout, sauf le piège de la guerre antifasciste.  
Solidarité totale avec la C.N.T.-F.A.I.**

## La nouvelle Commission Administrative

Le Congrès a élu à l'unanimité moins 1 voix contre et 6 abstentions la nouvelle commission administrative, ainsi composée :

Faucier, Frémont, Brière, Cam, Scheck, Barzangette, Pédrón, Mahé, Ringeas, Caudry, Henri Guérin, Ander, Vintrinière, Doutreau, Rollet.

## Comment l'expérience des 20 dernières années a franché la controverse entre marxistes et anarchistes

Beaucoup de révolutionnaires sincères croyaient qu'à la suite de la révolution espagnole, la bureaucratie stalinienne — qui depuis l'avènement d'Hitler au pouvoir avait convié les masses ouvrières à se ranger ouvertement du côté des puissances capitalistes partisans du statu quo sorti du traité de Versailles — allait tabler à nouveau sur la révolution mondiale et délaisser sa politique de trahison.

Il n'en fut rien ! Pour souligner sa ferme volonté de poursuivre la liquidation de la révolution prolétarienne, Staline fit exécuter sous divers prétextes, les leaders bolchevistes susceptibles d'exploiter les événements espagnols pour le déplacer du pouvoir.

Ainsi, par contre-coup, la révolution espagnole renforça la politique antiouvrière du Komintern. En France les masses ouvrières suivent avec beaucoup de sympathie, le développement du drame ibérique.

Le rôle du P.C. consiste, surtout, à détourner le prolétariat de l'aide effective et directe qu'il est susceptible d'apporter au prolétariat ibérique.

Le réveil du mouvement anarchiste inquiète la bureaucratie stalinienne.

Après avoir traité avec mépris les anarchistes, il y a un an, en appliquant le fameux principe de la conspiration du silence, le P.C. s'est vu obligé d'en parler... en termes injurieux dignes de Basile et des agents de la tour pointue. Des bureaucrates trop zélés ont même essayé d'interdire la vente du Lib devant les usines et dans certaines localités de la banlieue.

Le plus savoureux de l'histoire, c'est que nous avons vu les gens, qui ne se cachent pas de collaborer tant avec le 2<sup>e</sup> Bureau qu'avec la police, nous accuser d'être au service du patronat dont d'ailleurs ils fréquentent chaque jour les représentants les plus qualifiés.

Mais si, les représentants du P.C. ont la particularité de considérer leurs adhérents comme des idiots de village, cela ne les empêche pas de se rendre compte que la masse ouvrière, se refuse de considérer les militants anarchistes comme des suspects.

Les militants anarchistes, toujours dévoués à la cause des travailleurs, sont victimes des persécutions patronales et la masse ouvrière se refuse à croire que les patrons s'amuseront à chasser des usines leurs propres agents. Les calomnies des permanents communistes se retournent ainsi contre eux-mêmes.

Ce sont tous ces déboires qui ont obligé la bureaucratie stalinienne à quitter les sommets olympiques du mépris et à esquiver quelque chose comme une discussion doctrinale avec les maudits anars.

En effet, la succursale du trust Willy Münzenberg, rue Monsieur-le-Prince, a tout récemment édité L'Anarchisme en Russie, d'Emilian Iaroslowsky.

Mais ne discute pas qui veut ! Depuis que les dirigeants marxistes ont exercé le pouvoir, tant dans les pays capitalistes qu'en U.R.S.S., bon nombre d'entre eux sont définitivement intégrés au sein des classes privilégiées et se confondent avec les exploités des travailleurs.

Discuter avec eux ? Chercher à tirer les enseignements qui s'imposent à la suite des expériences dont ils étaient les acteurs et, surtout les fossoyeurs ?

Ils trouvent suffisamment de « textes » non seulement pour justifier leur politique qui a livré le prolétariat austro-allemand et italien au fascisme, mais aussi pour défendre leur position d'exploiteurs. Ils parlent avec mépris des « utopistes » qui veulent instaurer une société égalitaire... en France. En Russie, Staline envoie au poteau ces rêveurs qui n'ont rien compris du socialisme.

Iaroslowsky, ancien ouvrier, ancien prisonnier politique, appartient à la catégorie des innombrables parvenus qui, à la faveur de la révolution d'Octobre, se sont hissés au pouvoir et exploitent, maintenant, les travailleurs russes, avec la même férocité, que n'importe quel Renault, Gignoux ou Henry Ford.

CHARLES ROBERT.  
(Voir la suite en 4<sup>e</sup> page.)

## Un beau congrès

Il était facile de prévoir que le Congrès de l'Union anarchiste obtiendrait un succès inaccoutumé. En effet depuis bien longtemps, aucun congrès n'avait réuni un tel nombre de délégués : plus de cent vingt, représentant près de 80 groupes.

Un autre fait particulièrement remarquable et encourageant c'est l'importance de la représentation des groupes de province. C'est la preuve de la décentralisation de notre mouvement et le signe indéniable de la reprise d'influence de nos idées dans les provinces.

En dehors du développement matériel de la propagande anarchiste, il y a lieu de souligner le succès moral de ce congrès. Dans l'ensemble les délégués s'efforcèrent de situer les débats, abondants et divers, sur un plan élevé et hors des considérations secondaires.

Il sortira de ce congrès que les militants anarchistes français, conscients des tâches importantes qui les attendent, se sont affirmés avec force pour une action positive et pratique.

Le débat sur les groupes d'usines a fait apparaître l'urgence de mettre au point la structure détaillée de l'Union anarchiste.

La crise de croissance que nous traversons doit nous inciter à la prudence et la motion sur l'organisation, votée à la quasi-unanimité, indique bien le sens général qui est à donner à la structure de notre Union anarchiste.

Beaucoup d'éléments jeunes et neufs, pleins d'ardeur et de combativité, sont venus vers nous et d'autres de plus en plus nombreux, à qui les trahisons des partis dits révolutionnaires dessillent les yeux, viendront les rejoindre.

Il y aura lieu d'accélérer l'assimilation anarchiste de toutes ces forces prêtes à s'employer à fond pour la propagande de nos idées, mais que parfois les survivances bolchevistes ou autres

troublent sur certains points. Nous ne pouvons, à ce propos, qu'inciter fortement, de la façon la plus amicale, nos jeunes camarades à s'imprégner de nos idées et de notre philosophie anarchistes, en étudiant de très près et à leurs sources mêmes les bases de nos doctrines.

Dans l'Union anarchiste, il y a place pour toutes les bonnes volontés. Chacun peut y trouver une tâche à sa mesure ou conforme à son orientation spirituelle.

Il n'y a pas chez nous, il ne doit pas y avoir, cette rigidité apparente qu'on trouve dans les partis politiques sur les notions abstraites de majorité et de minorité. Nous disons notions abstraites, car bien souvent le partage des votes se fait plus en fonction de considérations subalternes, que sur les principes mêmes mis en débat.

Chez les anarchistes l'esprit d'unité l'emporte sur l'esprit de secte.

Ainsi si nous prenons un exemple concret, le débat sur la solidarité envers nos frères d'Espagne, on voit que les deux motions qui s'affrontaient proclamaient l'une et l'autre de renouveler la pleine solidarité aux combattants espagnols anarchistes et non-anarchistes. La

thèse qui l'a emporté en fin de compte, c'est que l'heure est trop grave pour ceux qui se battent pour que les anarchistes français, sollicités d'appuyer de toutes leurs forces leurs frères d'Espagne, donnent le pas à la critique sur l'aide chaque jour plus intense que nous leur devons.

Enfin, le congrès a aussi tenu à réaffirmer d'une façon précise et catégorique, l'opposition constante des anarchistes de ce pays à toute guerre quelle qu'elle soit, fût-elle même déclenchée sous le prétexte de servir la cause du peuple espagnol.

Notre combat c'est la lutte révolutionnaire. C'est en ce sens que nous apportons toutes nos forces à l'appui qu'attendent de nous les anarchistes espagnols.

En résumé le congrès de l'Union anarchiste de 1937 a bien situé toutes ces positions. Il a délimité exactement notre champ d'activité actuel. Il a aussi été, répétons-le, un témoignage de notre force sans cesse croissante. Il a bien travaillé.

Des tâches gigantesques nous appellent. A l'œuvre, donc.



## A NOS LECTEURS

Des difficultés d'ordre matériel nous obligent à reporter à la semaine prochaine la publication des débats du Congrès. C'est donc le prochain numéro qui paraîtra sur HUIT PAGES.

Mais, dans le numéro présent, nos lecteurs trouveront, en troisième page, les résolutions et adresses votées par le Congrès.

## PACIFISME RADICAL...

## Définition d'une politique française

Le Congrès annuel du parti radical-socialiste s'est clos sur le vote d'une motion d'unanimité dont nous croyons utile d'extraire, pour nos lecteurs, le passage relatif à la politique internationale. Après une rituelle affirmation du pacifisme de la France et le non moins rituel coup de chapeau à la Société des Nations, la déclaration poursuit en ces termes : « s'il semble inconcevable (au Congrès) et d'ailleurs inutile d'accepter même l'hypothèse d'une redistribution des mandats coloniaux, il ne se refuse nullement à envisager une réorganisation des marchés internationaux qui ouvre à tous les peuples un égal et facile accès aux matières premières ». Affirmation balancée, comme on le voit. D'une part on refuse ; mais d'autre part on offre. Mais, à vrai dire ceci ne compense pas cela aux yeux du gouvernement allemand, demandeur en l'espèce, qui voit bien ce qu'on lui refuse sans bien apercevoir la contre-partie et qui serait tenté de dire lui aussi que le moindre grain de mil ferait bien mieux son affaire. Que peut-il attendre, en effet, de ces conversations internationales pré-

conisées par la même motion et que la France s'honorait, assure-t-on, d'entamer ? S'agit-il d'un accès gratuit à ces matières premières convoitées ? Plaisanterie !... ont déjà répondu les hommes d'Etat anglais après de semblables déclarations de sir Samuel Hoare à Genève. Vous n'y êtes pas ! répondraient pareillement les ministres radicaux-socialistes. Il s'agit simplement de permettre à l'Allemagne d'acheter, moyennant finances, certaines matières premières qui lui font défaut et que d'autres possèdent en surabondance.

En somme, ce que la motion radical-socialiste contient d'essentiel, c'est le désir de voir l'Allemagne devenir une cliente plus assidue de la France, dans la mesure où celle-ci possède des matières premières à vendre. Faible mesure, il est vrai. Mais l'Angleterre et son empire en possèdent davantage. Et ici, la proposition radicale prend le tour désintéressé d'une réclamation pour la maison d'en face. Cette invitation ne fait malheureusement pas l'affaire de l'Allemagne que sa pauvreté en devises met dans la nécessité de limiter étroite-

ment ses achats à l'étranger et, dans ces conditions, son gouvernement semble fondé à taxer d'hypocrisie ces manœuvres de politiciens roublards qui lui concèdent généreusement un droit qu'elle possède depuis longtemps : celui d'acheter en payant et, par exemple, celui de se procurer en France, contre argent comptant, autant de minerai de fer qu'elle en veut pour alimenter son industrie sidérurgique dont l'orientation à des fins militaires est cependant, évidente... Remarquons d'ailleurs que ces fins militaires sont dans la nature du régime car le seul moyen pour l'Allemagne de se libérer économiquement, c'est-à-dire d'accéder gratuitement aux matières premières, est de reconstituer un appareil militaire capable de lui conquérir les sources de ces matières premières et d'abord de lui rendre ses colonies. Cercle vicieux dont la guerre est l'issue. Mais les radicaux continuent à user de la phrase pacifique dont les vertus de propagande sont éprouvées.

LASHORTES.

(Voir la suite en 4<sup>e</sup> page.)

## La matinée artistique du "LIB"

### LE PROGRAMME

#### LA POESIE

#### LA SATIRE

#### LA FANTAISIE

#### L'HUMOUR

Charles d'Avray Henriette Bergeret-Bellocq

Beunetti Renée Dastang G. Gassy F. Gibert

Jacques Grello Henri Guérin Yvonne Leygues

Jim Lone Morelly et Pellot Georges Quey

et les petits chanteurs Henri et Micheline

Au piano d'accompagnement : Mme Capaumont

Entrée 6 frs, chômeurs 3 francs, enfants 2 francs

MÉTRO : LANCRY

Dimanche 7 novembre à 14h. 30 10, rue de Lancry

## Les larrons de

## l'internationalisme!

Nous avons connu pendant toutes les années d'après guerre une opposition au patriotisme, sinon puissante, du moins très bruyante dirigée par les communistes.

Non seulement les patriotes professionnels députés de droite ou militaires de carrière étaient traités d'ennemis de la classe ouvrière mais encore les socialistes étaient combattus, parce qu'ils préchaient l'union sacrée avec les « affameurs ».

Il est vrai que parallèlement à la lutte menée contre l'impérialisme français, les communistes faisaient ressortir la « supériorité du régime bolchevik » et se servaient de l'exemple soviétique pour apporter aux ouvriers l'espoir d'un monde nouveau et d'une « patrie » nouvelle.

A cette époque, les défenseurs de la Russie n'apportaient pas contre le nationalisme des arguments sentimentaux, mais des preuves matérielles pour inciter la classe ouvrière de chaque pays à la lutte contre son propre impérialisme.

Où est-il le temps « des esclaves coloniaux mourant d'épuisement dans les mines et le textile, dans les rizières d'Indochine, dans les fabriques de la plus grande France » ?

« Le masque libéral de la démocratie ne sert qu'à couvrir la dictature bourgeoise et la répression la plus dure. La liberté n'existe que pour les banquiers et les politiciens escrocs », écrivait à cette époque le parti communiste.

Où est l'époque de la lutte pour l'indépendance des peuples coloniaux et contre la guerre impérialiste organisée par « l'impérialisme français sous le manteau » pacifiste ? (sic) de la S.D.N. et des chefs socialistes

Les assassinats de Metlaoui, Tunis et Meknès permettent-ils donc aux communistes d'hier de prétendre qu'il n'y a plus dans les colonies une exploitation honteuse, que ce sont des espions hitlériens ou autres fascistes qui obligent les colons français à payer un salaire de famine aux malheureux esclaves indigènes ?

Que s'est-il donc produit depuis l'époque où ces mêmes chefs de la « classe ouvrière » se rendaient dans les colonies pour inciter à la révolte les indigènes affamés. Pourquoi donc accusent-ils aujourd'hui « les diviseurs de la classe ouvrière » de ces mêmes crimes ?

Le pacte franco-soviétique a bouleversé toute l'ancienne propagande antinationnaliste de nos Staliniens. Est-il utile de rappeler toutes les protestations à la signature de cet accord ? Les garanties réclamées à la section française de la Troisième Internationale ?

C'est alors que les communistes donnaient des leçons de patriotisme à tous ceux qui depuis longtemps se revendiquent de la défense de la France. N'aurions-nous pas trois frontières à défendre si Franco était triomphant en Espagne ? Sous ce prétexte, on prétendait d'une part nous alier à nos exploités pour la défense de la « démocratie » espagnole, « masque libéral servant à couvrir la dictature bourgeoise » et si véhémentement dénoncée auparavant ; et en second lieu étrangler l'élan révolutionnaire qui en bouleversant l'Europe occidentale risquait évidemment de compromettre la puissance militaire de la plus solide allée de l'U.R.S.S.

La main tendue aux catholiques en vue de l'intérêt du « peuple de France » n'est-elle pas une trahison vis à vis de ce même peuple alors que l'Eglise, au dire de ces mêmes communistes, est un des piliers du régime, qui soumet au dieu capital des milliers d'ouvriers, employés, paysans qu'elle rassemble dans les patronages, sociétés de gymnastique, etc... Et ils ajoutaient naguère : « La philanthropie et le pacifisme chrétiens ne servent qu'à tromper les travailleurs qui suivent les curés, archevêques, chefs chrétiens et jockistes de tout acabit. »

Que signifie donc la patrie pour tous ces gens qui aujourd'hui se revendiquent de la France, qui à la Chambre des députés font des joutes oratoires de l'extrême-droite à l'extrême-gauche pour affirmer qu'eux seuls sont de vrais sincères Français soucieux de la grandeur, de la dignité de leur pays ?

Pour ces individus, la patrie a pris son sens le plus large et le plus faux. Alors qu'elle n'est en réalité que l'endroit où l'on naît, pour ces patriotes qui, entre parenthèses, comprennent bien leur intérêt, elle est devenue la Nation, l'Etat.

Du respect de l'Etat proviennent toutes les contradictions des socialistes marxistes. Partisans d'une certaine forme de gouvernement qui oblige les gouvernés à se soumettre à des lois communes, ils créent cette patrie qui, au premier abord, semble différente des précédentes mais qui après réflexion a les mêmes vices. Rapports-nous-en à la Russie.

Nous avons alors le devoir de nous élever vigoureusement contre ces marxistes du parti communiste qui, après avoir affirmé leur « amour de la patrie » en réclamant l'expulsion des étrangers indésirables, vont quatre jours après commémorer la mort de Dreyfus, le compositeur de l'« Internationale ».

Il y a incompatibilité, malgré les affirmations précédentes des sociaux-démocrates, malgré les approbations actuelles des nationaux communistes entre le nationalisme et l'internationalisme : le premier provoque la guerre, le second l'évite.

Les anarchistes peuvent-ils nier le sentiment patriotique chez l'individu ? Peut-on nier cet amour du sol qui se révèle par la nostalgie ?

Non ! puisqu'il existe, et avons-nous jamais dénié aux peuples le droit de vivre selon leurs conceptions, selon leur tempérament ?

Mais lorsque nous prêchons l'internationalisme, c'est que certains terrains possèdent des richesses naturelles qui ne doivent pas être monopolisées par ceux qui ont le bonheur de s'y établir. Ces richesses doivent être utiles à tout le genre humain.

Car s'il est vrai que nous admettons le sentiment nostalgique qui ne se rapporte pas toujours à l'endroit où l'on naît mais le plus souvent à celui où l'on a vécu, nous considérons qu'il n'y a pas à être fiers ou honteux d'appartenir à telle ou telle nationalité. C'est par pur hasard que nous naissons en France ou ailleurs. Peut-on vraiment différencier les peuples par les frontières actuelles ?

Le Français du Nord ne ressemble-t-il pas plus au Belge ou à l'Allemand qu'au Français du Midi et celui-ci n'a-t-il pas plus d'affinités avec l'Italien qu'avec son compatriote du Nord ?

Au surplus, en quoi la communauté de race, de mœurs, de langage, sur laquelle s'appuient les théoriciens de la Patrie pour justifier la passion nationaliste est-elle mise en péril par l'étranger ? L'histoire n'offre-t-elle pas des exemples innombrables de peuples colonisés absorbant progressivement leurs colonisateurs ?

Aussi ne tombons donc pas dans le panneau de « la France libre, forte et heureuse ». Il n'est pas de « Pays », il n'y a que des « Gouvernements ». Ce ne sont pas les peuples qui se déclarent la guerre, ce sont leurs dirigeants, les peuples de quelque côté qu'ils soient ne sont que des victimes. « Aucun peuple n'est responsable de la guerre, aucun Gouvernement n'en est innocent ».

Il est donc impossible d'être partisan d'un gouvernement et de s'affirmer internationaliste. Lorsqu'un défend un Etat quelconque, on ouvre la voie à la guerre. Pour éviter cette dernière nous devons en supprimant les frontières dénoncer les larmes de l'internationalisme.

P. SERVANT.

## Le Front populaire avoue enfin que la France est une puissance d'agression

On sait qu'à la publication d'un texte concernant la conduite détestable que devaient tenir les pacifistes pour s'opposer aux actes guerriers d'une puissance d'agression, le ministre Daladier, alors secrétaire à la Présidence du Conseil avait donné l'ordre de poursuivre le journal la Patrie Humaine. Indignée, la rédaction de l'hebdomadaire pacifiste fit circuler des listes de pétition et recueillit près de deux cent mille signatures qui, s'associant au texte incriminé désapprouvaient le gouvernement.

Au congrès S.F.I.O. de Marseille, une motion fut déposée par les délégués demandant l'arrêt des odieuses inculpations. M. Vincent Auriol, ministre de la Justice, promit aux délégués de donner des ordres pour arrêter les poursuites.

Il n'en fit rien et la semaine dernière Loréal répondant comme gérant du journal devant la XIV<sup>e</sup> Chambre se vit condamner à 4 mois de prison et 100 francs d'amende. « Prenez garde, avait-il dit en présentant sa défense, l'article que vous poursuivez vise une puissance d'agression. Si vous condamnez, vous avouez publiquement que la France est une puissance d'agression et vous condamnez toute la politique extérieure des gouvernements français ».

La seule réponse que fit la « Justice » fut une menace d'expulsion.

Devant cette iniquité et cette atteinte à la liberté de pensée, la P.H. élève une vigoureuse protestation et cependant qu'elle fait appel à l'odieux arrêt des va-et-vient du Front populaire, elle alerte tous les signataires de son référendum.

Inutile de dire que l'« Union Anarchiste » et le « Libertaire », si souvent victimes des ignominies gouvernementales et judiciaires s'associent à sa protestation.

### Un ordre du jour unanime du conseil syndical des cuisiniers concernant Léger

Le Conseil Syndical des Cuisiniers de Paris, après examen des faits ayant entraîné l'arrestation du camarade Léger membre du Conseil, a constaté avec stupeur que certains journaux de gauche aient pu appliquer à notre camarade la qualification de « Caquotard ».

Le Conseil regrette d'autant plus cette attitude que rien, dans les faits ayant motivé l'arrestation de Léger ne permettait une telle analogie. La police elle-même, ayant, dans ses communications, fait la discrimination entre les Caquotards et notre camarade.

Léger n'est arrêté que pour détention d'armes ; il s'est sans doute rendu coupable d'un délit, mais de là à insinuer que notre camarade est un terroriste, il y a un monde. Ceux qui connaissent son dévouement, l'activité qu'il a toujours déployée pour améliorer le sort des travailleurs, savent qu'il n'est pas, qu'il ne peut pas être un Caquotard. Léger ne peut être confondu avec les ennemis de la classe ouvrière.

En conséquence, le Conseil pense unanimement que Léger n'a aucunement démérité de la confiance de la Corporation qui, jusqu'à plus ample information, lui conserve toute son estime.

#### LISTE DES SOUSCRIPTIONS EN SOUFFRANCE

Les camarades des groupes d'usines qui n'ont pas remis les listes pour le camarade Léger sont priés de les remettre au plus vite.

## Quand un laquais pleure sa livrée

Avec l'automne et la Saint-Hubert, les chasses à courre organisées par quelques boyards qui ne souffrent pas trop de la misère des temps présents servent de prétexte à toute une prose journalistique qui vaut d'être soulignée. Dans le *Journal*, porte-parole littéraire, Vautel, celui qui se confère Albert Charles Morice définit « un gâteux sans importance », s'indigne au spectacle du curé béniissant la meute et déclare que « l'Eglise ne devrait pas sanctifier un jeu aussi cruel ». Il oublie qu'en la matière l'Eglise va beaucoup plus loin et que si un simple curé suffit à asperger quelques chiens en général, un évêque qu'on délègue quand il s'agit de « goupillonner » des canons, des cuirasses ou des escadrons de bombardement. Il est vrai que Vautel, homme de bon sens à ce qu'il dit, désapprouve les chasses à cause de leur cruauté mais reste partisan des armées qui somme toute, ne massacrent jamais que des humains.

Mais tournons la page, et la lecture d'un papier intitulé « La St-Hubert à Chantilly » nous convaincra que tout le monde au *Journal* n'est pas de l'avis de Vautel, en ce qui concerne les chasses à courre s'entend. Le soleil montait à l'horizon et la journée s'annonçait belle. Ce jour-là on allait fêter la St-Hubert, dont le seul nom évoque les chasses à courre, les bois rouillés du Valois, les amazones de M. Octave Feuillet, le cor « mélancolique et tendre », et aussi une époque où, paraît-il, on se piquait encore d'être bien élevé et d'avoir de belles manières.

Or, en 1937, où sans jouer les esprits chagrins, on doit bien avouer qu'une marée de vulgarité menace de nous submerger, comment ne rendrait-on pas grâce à ceux qui veulent maintenir en face de nous quelques-unes des traditions qui ont fait de ce pays la patrie du goût et de la politesse ?

De qui sont ces lignes ? Quel marquis authentique, quel tenant d'indiscutables titres de noblesse, porteur de multiples particules exhale ainsi ces regrets de temps plus favorables à sa caste ? Tenez-vous bien, c'est M. Simionesco. Ce nom ne vous dit rien, bien sûr et si vous l'eussiez remarqué, ce n'eût été qu'à cause de sa consonance « métèque » en divorce complet avec les opinions nationalistes de celui qui le porte. M. Simionesco ne possède en effet que cette originalité, le lieu commun et la banalité lui tenant lieu de style et la domesticité journalistique lui servant de gagne-pain. Récemment déjà, il s'illustra dans le genre pompière, ayant été mandaté en Espagne par je ne sais plus quel « Candido » ou « Gringore » afin de discriminer l'héroïque tenue des troupes de Franco et l'esprit de sacrifice des combattants nationalistes.

nalistes d'avec la lâcheté des antifascistes et la cruauté des massacreurs « rouges ». Mais, et par le fait même qu'à un certain degré de nullité les sujets les plus simples sont interdits aux plumitifs, M. Simionesco ne parvint pas à se distinguer par ce reportage, ce qui explique que vous ignoriez jusqu'à son nom.

Or donc, M. Simionesco regrette que se perdent les « élégances et les belles manières ». Il pleure le temps où le maréchal de Turenne saie comme un peigne empesté à quinze pas et les coquettes de Louis XV, qui, ignorantes de la propreté buccale se gargarisaient avec du parfum afin de ne point faire défalquer leurs soupriants sous les émanations fébriles que provoquaient leurs molaires cariées. Quant aux époques des belles manières, celles où l'on avait le droit quand on était noble de cravacher les manants et de bâtonner Voltaire, il nous faut bien avouer avec M. Simionesco qu'elles sont révolues et n'eût été l'attitude des descendants authentiques de cette vieille noblesse lors de l'incendie du Bazar de la Charité, où l'on vit tous les mâles à particule du faubourg St-Germain assommer les femmes à coup de cannes afin de se sauver plus vite, nous en eussions perdu jusqu'au souvenir.

Quoi qu'il en soit et même si M. Simionesco juge tout cela extrêmement correct et poétique (tous les goûts sont dans la nature) il semble commettre une assez grave erreur lorsqu'il s'imaginer que vivant à cette époque il eût été admis dans les Cours. Son nom retourné comme le nôtre l'eût destiné je crois à d'autres offices.

Je dis volontairement « offices », car j'entends bien que M. Simionesco, valet de plume au 20<sup>e</sup> siècle n'eût été, s'il avait vécu sous Louis le Quinzième, que laquais ou palefrenier. Le penchant manifeste à la domesticité dont il témoigne laisse supposer une hérédité ancillaire.

Et c'est peut-être là que git la vraie raison des larmes de M. Simionesco. Dans son goût du tape-à-l'œil et sa gloriole des basses fonctions il déplore que le labyrinthe n'ait plus d'uniforme. Tout au plus un petit bout de ruban rouge au veston distingue les parfaits serveurs. Un bout de ruban, même une rosette ça ne va guère ! Et M. Simionesco songe avec regret que s'il eût ployé les reins sous le Bien-Aimé au lieu de les courber sous Chautemps il eût exhibé sur le marchepied des carrosses, où son destin l'aurait juché, une livrée vert pomme ou jaune serin, selon la maison, et qu'il eût désigné de façon probante à ses contemporains comme l'homme de confiance du seigneur, le valet fidèle, préposé à l'entretien du barbet favori et au nettoyage quotidien des chaises percées.

MAURICE DOUTREAU.

## Notes et Glanes

Dans le *Journal* du 28 octobre, A. l'Sterevens a publié une courte étude sur les salaires et le coût de la vie depuis le x<sup>e</sup> siècle. Et il conclut que le coût de la vie suit la progression des salaires, et que la vie économique du pays exigera leur stabilisation. D'où incrimination des syndicats qui veulent arriver soit à une politique de contrainte, soit à la suppression du patronat. C'est d'une logique bien bourgeoise. « Acceptez l'augmentation du coût de la vie, chers ouvriers, et ne réclamez plus d'augmentation de salaires, ou, alors, la vie augmentera encore. » Je m'étonne qu'un esprit éclairé comme l'Sterevens n'ait pas songé à supprimer le salariat : Ça pourrait pourtant arranger les choses.

Je suis aussi surpris de ses citations qui vont à l'encontre de sa thèse :

« Au milieu du x<sup>e</sup> siècle, en France, un veau sur pied valait 6 francs et les gages d'une servante s'élevaient à 38 francs par an. Le même veau en 1837 se payait 90 francs, tandis que la servante était arrivée à 200 fr. par an. » Ce qui fait que les gages de la servante avaient quintuplé, le prix du veau, lui, était multiplié par quinze.

En 1680, le frère de Mme de Maintenon avait dix domestiques, deux cochers, quatre chevaux et un carrosse, et ce train de vie revenait à 6.000 francs par an. Un domestique était payé 1 fr. 50 par semaine, et devait se nourrir. » Ce qui fait que si le frangin en question devait se contenter de 6.000 francs, plus 3.000 francs pour le jeu, les spectacles et les fantaisies, « ses larbins »

n'avaient pour tout viatique que 78 francs par an.

« En 1840, une famille ouvrière de cinq personnes avait besoin, au minimum, de 2 fr. 30 par jour, alors qu'un ouvrier ne gagnait que 1 fr. 75. »

Il ressort de ces exemples — qui se retournent contre leurs auteurs — que l'augmentation des salaires n'a jamais été la cause de celle du coût de la vie, pas plus, d'ailleurs qu'elle n'en a suivi la progression.

Il est vrai que l'Sterevens se payait en 1912 des diners chez Primer (avec une petite amie) qu'il payait vingt francs, et qu'il habitait une chambre de 90 francs par mois (soit 1.080 francs par an) pendant qu'un ouvrier ne gagnait que cinq francs par jour.

Comment voulez-vous, alors, qu'il comprenne quelque chose aux revendications ouvrières ?

Henri GUERIN.

Jean MARESTAN

## L'ÉDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée de chapitres nouveaux  
En vente au *Libertaire* : 15 fr.  
Franco : 16 fr. 50

## POUR LA DIFFUSION DU « lib »

La vente à la rue est une excellente forme de propagande, cependant beaucoup de camarades ne peuvent pratiquer cette activité. Ils peuvent néanmoins faire DES DISTRIBUTIONS GRATUITES DU « LIB ». Pour cela nous leur offrons des facilités, nous avons des inventus qui peuvent être employés à cette diffusion. Un « Libertaire » distribué peut être lu plus facilement qu'un tract.

Pour la diffusion, nous envoyons les inventus franco, expédiés aux mêmes dates que le « Libertaire », c'est-à-dire le jeudi matin, aux prix de :

Les 50 ..... 1 fr. 50  
Les 400 ..... 3 fr.

En raison des travaux du Congrès, nous avons dû délaissier pendant quelques jours les travaux administratifs.

Des camarades nous ont écrit soit pour un abonnement, soit pour la Librairie, ou pour des renseignements. Nous les prions de patienter deux ou trois jours pour nous permettre de rattraper le retard dans la correspondance, le service des abonnements et de librairie.

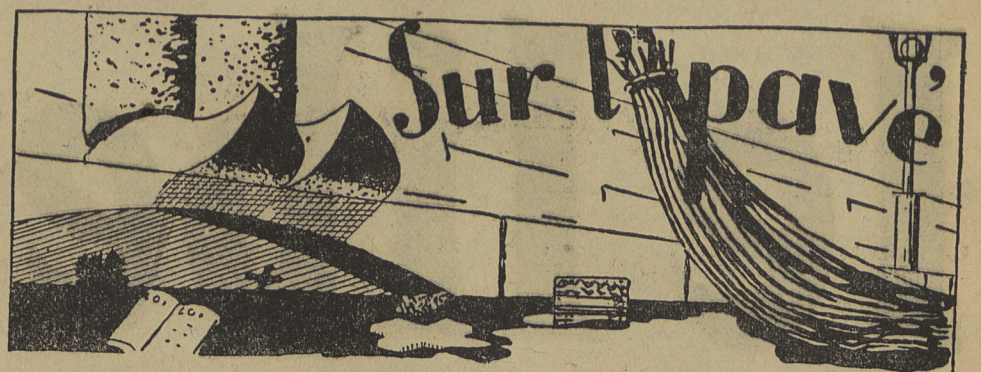
## BULLETIN D'ABONNEMENT

au « LIBERTAIRE »

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de ..... à partir du ..... pour la somme de ..... dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1) ..... Adresse : .....  
Ville : ..... Département : .....  
(1) Ecrire très lisiblement.



## Giroflé-Girofla

Que tu as de beaux champs d'orge,  
Giroflé-Girofla ;  
Ton verger de fruits regorge,  
Le bon temps, c'est là !...  
Entends-tu rouler la forge,  
Giroflé-Girofla ;  
L'annon les fauch'ra !  
L'annon les fauch'ra !

Tu as la maison douce,  
Giroflé-Girofla ;  
L'ombre y dort, la fleur y pousse,  
L'honneur y viendra !  
Vois la nuit qui devient rousse,  
Giroflé-Girofla ;  
L'annon la brûl'ra !  
L'annon la brûl'ra !

Que tu as de belles filles,  
Giroflé-Girofla ;  
Dans leurs yeux où le ciel brille,  
L'amour descendra !...  
Sur la plaine on se fusille,  
Giroflé-Girofla ;  
L'soldat les viol'ra !  
L'soldat les viol'ra !

Que tes fils sont forts et tendres  
Giroflé-Girofla ;  
C'est le plaisir de les entendre,  
A qui chantera !  
Dans huit jours on va m'les prendre,  
Giroflé-Girofla ;  
L'annon les mang'ra !  
L'annon les mang'ra !

Tant qu'y aura des militaires,  
Soit ton fils, soit le mien,  
On n'erra par tout la terre,  
Jamais rien de bien !  
On t'aura pour te faire faire,  
Par derrière, comme un chien...  
Et tout ça pour rien !  
Et tout ça pour rien !

ROSA HOLT.

(Le Livre Interdit, Jouve éditeur.)

Notre amie Paula Sandra vient d'enregistrer (Idéal 13.392) Au *Croquet*, poésie de Després-Lévy, musique de Gustave Goublier et *Giroflé-Girofla*, paroles de Rosa Holt, musique de Henri Goublier. Nous publions, avec l'autorisation de l'héritière de Rosa Holt, le texte de *Giroflé-Girofla*. Les camarades voulant se procurer ce disque, le trouveront au *Libertaire*, au prix de 12 fr. 50.

### MAITRE ALIBORON

Un instituteur qui se dit public, comme une vulgaire fille, jaloux des lauriers de A.-C. Morice (l'homme aux trois prénoms), vient de se laisser couillonner par nous comme un vulgaire employé à Guinée. Se piquant de journalisme, il a inséré dans son canard l'*Educateur National* l'article paru dans notre numéro du 21, à la rubrique de la J.A.C. et signé du pseudonyme « Lou Brouillard ». Regrettons pour cet éducateur qu'il ait pu croire qu'il s'agissait du boxeur du même nom et que son journal tire si peu, car nous aurions pu le remercier d'avoir publié intégralement l'article de notre camarade, nos idées n'étant jamais assez largement diffusées.

### UNITE... UNITE...

Beau chahut au meeting organisé le 26 octobre au Vel' d'Hiv' par la 15<sup>e</sup> section syndicale et la fédération socialiste de la Seine.

Tant bien que mal Marceau Pivert chercha à exposer le point de vue de la Fédération et Hénaff dut intervenir pour que cessent les vociférations.

Le plus marquant c'est que les jésuites (ils ne sont même plus rouges) gueulaient comme des forcenés « Unité !... Unité !... »

En tout cas, il paraît qu'on va passer à l'action et qu'on va prendre ses responsabilités tant contre la vie chère et contre le sabotage des lois sociales qu'en faveur de l'aide à l'Espagne républicaine. Marty est venu (*Internationale* et poings levés) mais on a oublié de donner la parole aux miliciens revenant d'Albacete. Peut-être ont-ils des questions à poser au commissaire politique à deux-cent-quarante pesetas par jour.

### UN ARCHEVEQUE QUI A FAIT SES PREUVES

La ville de Lyon va être pourvue d'un nouvel archevêque. Ancien avocat entré dans les ordres, ce soutanier bénéficia de l'appui du pape qui, en trois ans, fit de lui Mgr Gerlier.

En tant qu'évêque de Tarbes, ce prélat, représentant de la « religion d'humilité », mais possesseur de limousine avec chauffeur, écrasa un promeneur. L'accident fut mortel. Cependant, la ville de Lyon, présidée par le faux anticlérical Herriot, reçoit en grande pompe ce nouvel archevêque, et les cochons de payants battent des mains au passage de sa limousine homicide.

### DEPARTS CHEZ LES FRONTISTES

La S.F.I.O. comptera un député de plus à l'avenir. Le socialiste chrétien Georges Izard, député de Meurthe-et-Moselle. Elle comptera peut-être aussi 50 ou 100 membres de plus (les chiffres exacts ne sont pas encore connus). Les amis d'Izard — presque tous ex-3<sup>e</sup> Force — lui emboîtent évidemment le pas. Ils espèrent faire triompher au sein du P. S. les mots d'ordre chers aux Frontistes « Réformes de structure... Paix entre tous les peuples », etc. Ils prétendent pouvoir ainsi mieux servir le vrai socialisme qu'en restant isolés comme le sont les Frontistes.

Nous ignorons si cet exemple sera suivi par d'autres militants de « Front social ». De toutes façons, ces « rentrées » formées à l'école de Bergery, dont la lutte est uniquement anti-communiste, n'est pas contrebalancée par une véritable lutte anticapitaliste.

D'ailleurs, si, naïvement, les Frontistes pensent avoir le droit de faire valoir leur thèse au P. S., ils peuvent se renseigner auprès des amis de Marceau Pivert.

### QUE LA SOCIÉTÉ COMMENCE

Le *Journal* nous apprend la condamnation à deux ans de prison d'une femme qui, déjà mère de trois enfants assassina la quatrième dès qu'il vint au monde.

La malheureuse sur qui tous les témoins donnèrent d'excellents renseignements, invoque la misère qui l'empêchait d'assurer l'existence de ce nouvel enfant. Elle ne gagnait en effet que 350 francs par mois !!!

Il n'est pas question d'approuver sans réserve son geste homicide. Mais nous dénonçons à la Société le droit de la juger. Tant que des hommes auront le droit d'exploiter ainsi des malheureuses, tant que les lois interdisent la divulgation et l'emploi des procédés malthusiens et méconnaissent le droit pour la femme de refuser la conception, de tels faits se produiront et l'infanticide se posera devant la société en fame, non en coupable, mais en victime.

### ET LA FÊTE CONTINUE...

Parmi les accusés du prochain procès de Moscou figure Bela Kun. Un criminel trouve toujours un plus criminel que lui pour l'exécuter, pourrait-on dire.

On se rappelle quel rôle trouble joua Bela Kun dans la révolution hongroise. On sait aussi qu'il contribua à l'écrasement du mouvement makhnoviste.

De sa prison, le louché personnage aujourd'hui déchu et qui par un juste retour des choses subit les souffrances auxquelles il condamna tant d'individus, adresse une supplique à Staline, dans laquelle il implore son pardon et rappelant les « services rendus à la cause communiste », il demande qu'on lui confie la mission la plus périlleuse pour la cause de la révolution. Quand on sait que ces gens-là entendent par « périlleux » et par « révolution », on préfère encore que les loups se débattent entre eux.

Monsieur Dubalai.

## Contre la France aux Français

« Le but essentiel de la propagande chauvine est d'extirper de la conscience de la classe ouvrière la conception de la lutte de classe, d'y substituer la croyance que la communauté nationale, la solidarité de tous les Français sauvera le prolétariat du désastre dans lequel l'a plongé le règne du capital. »

« Il s'agit de dresser les ouvriers de diverses nationalités les uns contre les autres, de leur faire croire que la faute de leur misère incombe non pas à la bourgeoisie nationale, mais aux étrangers. »

« En faisant pénétrer l'idéologie nationaliste dans de larges couches d'ouvriers de ce pays, on espère pouvoir les entraîner au moment décisif à une nouvelle guerre impérialiste. »

« Le mot d'ordre principal des divers courants fascistes, commun à eux tous est « La France aux Français », vieux mot d'ordre du nationalisme xénophobe. C'est contre les ouvriers étrangers de différentes nationalités que les fascistes veulent diriger le courant croissant de mécontentement. »

« Le danger le plus grand qu'encourt un parti prolétarien, ce serait de vouloir céder au courant nationaliste sous prétexte de ne pas effrayer la petite bourgeoisie et les couches arriérées du prolétariat par un internationalisme intransigeant. »

Voilà le langage que tiennent les provocateurs de l'Union anarchiste et du *Libertaire* pensera, sans doute un brave militant communiste.

Et nous l'étonnerions en lui montrant le numéro de l'*Humanité* du 31 août 1934 où ces violents diatribes contre la xénophobie s'élevaient sur sept colonnes.

# Les résolutions du Congrès de Paris

## Le Comité pour l'Espagne libre et la Solidarité Internationale Antifasciste

Le Congrès, après avoir voté à l'unanimité son approbation de l'action menée jusqu'à ce jour par le Comité pour l'Espagne libre, a donné mandat, à l'unanimité moins 1 voix, contre 3 abstentions aux camarades chargés de l'organisation de la Solidarité Internationale Antifasciste de former le Comité sur les indications données au Congrès par le camarade Lecoin.

Le Secrétariat du S.I.A. donnera, la semaine prochaine, toutes indications concernant la transformation du Comité pour l'Espagne Libre et la création de la Solidarité Internationale Antifasciste. Cependant, disons tout de suite que c'est à la demande de la C.N.T., de la F.A.I., des Jeunes libertaires espagnols que cette transformation a lieu et ce pour accentuer l'œuvre de solidarité à l'Espagn antifasciste.

## A toutes les victimes du fascisme et de la répression bourgeoise Pour le droit d'asile et le droit syndical

Le Congrès adresse à toutes les victimes du fascisme, l'expression de sa profonde sympathie; cependant, il ne peut pas ne pas donner une marque particulière de son attention à ceux qui sont tombés sous les coups du stalinisme assassin, alors qu'ils étaient au premier rang des combattants antifascistes.

Les noms de Berneri, Barbieri, du jeune Ferrer et de tant d'autres ne seront pas oubliés; ils symbolisent toujours les victimes de l'autoritarisme et du sectarisme politique.

Les assassins en série commis par Franco et ses bandes sont également flétris par le Congrès qui dénonce, à ce sujet, l'indifférence complice des soi-disant démocrates de toute école.

Il proteste vigoureusement contre la campagne de calomnies systématiques dont le Congrès du mouvement anarchiste mondial; il s'élève contre les emprisonnements arbitraires dont sont victimes les camarades, et réclame la libération immédiate des camarades Passot et Aldo Fiamberti. Il dénonce l'arbitraire odieux dont a été victime le camarade Léger, frappé par un jugement de classe.

Il demande à tous les anarchistes d'employer tous les moyens en leur pouvoir, pour porter à la connaissance des masses, tous les crimes, exactions, abus de pouvoir, commis par le fascisme, les politiciens et les gouvernants, d'œuvrer à la reconnaissance du droit syndical sans restriction pour tous les camarades de langue étrangère et pour le respect absolu du droit d'asile.

A bas le Fascisme et les politiciens assassins ! Droit d'asile, droit syndical pour les proscrits.

## LA SOLIDARITÉ A L'ESPAGNE

La résolution sur l'Espagne qu'on lira ci-dessous et qui était présentée au Congrès par les groupes de Brest, Lyon-Vaise, Saint-Etienne, Orléans, Marseille (Germinal), Issy-les-Moulineaux et Paris XVII<sup>e</sup>, a été adoptée à la majorité de 54 voix contre 18. Deux absents.

En conclusion du débat et après avoir entendu l'exposé du délégué du Comité péninsulaire de la F. A. I. sur les événements d'Espagne et le rôle qu'y ont joué depuis le 19 juillet 1936 la C.N.T. et la F.A.I., le Congrès de l'U.A. adresse son salut fraternel et admiratif aux anarchistes espagnols en lutte contre Franco et le fascisme international.

Environnés d'ennemis intérieurs et extérieurs, en proie à toutes les embûches, menacés du plus sanglant péril, nos frères d'Espagne ont droit à notre solidarité totale et sans réserve.

Le Congrès considérant l'apport intense que les anar-

chistes espagnols ont donné à l'anarchisme international par leur participation à la lutte antifasciste, déclare que toute critique tendant à affaiblir cette solidarité est à bannir de nos rangs.

Plus que jamais, nos frères d'Espagne ont besoin de nous, comptent sur nous. Aussi le Congrès est prêt à utiliser tous les moyens qui pourront permettre d'élargir le champ d'action des anarchistes de toutes langues en vue de développer au maximum la solidarité internationale en faveur des antifascistes d'Espagne.

## L'organisation de l'Union Anarchiste

Les délégués de l'U. A. réunis en Congrès à Paris, les 29, 30 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 1937.

Considérant l'action néfaste des partis politiques qui, tous, entretiennent l'illusion d'une transformation sociale possible dans le cadre des institutions autoritaires et légales, Affirment leur volonté de poursuivre une propagande permanente visant à la destruction du régime capitaliste et de tout étatisme par la lutte révolutionnaire dont le but final sera l'instauration du communisme libertaire, basé sur le principe de l'égalité économique, dans une société affranchie de toute exploitation et de toute oppression.

Le congrès estime indispensable que notre mouvement anarchiste devienne puissant et prenne la place qui doit lui revenir dans le mouvement social. Pour cela, il est nécessaire que tous ceux qui se réclament de nos conceptions anarchistes-révolutionnaires, coordonnent leurs efforts et leur activité dans une organisation unique dont il définit comme suit la constitution :

1<sup>re</sup> L'Union Anarchiste est composée de groupes et de fédérations régionales s'administrant d'une façon autonome et reliés entre eux sur la base du plus large fédéralisme. Elle admet les adhésions individuelles dans les localités où il n'existe pas de groupes, tout en recommandant aux camarades isolés de faire tous leurs efforts pour constituer un groupe local.

2<sup>e</sup> Pour percevoir les fonds indispensables à toute propagande, elle adopte le principe d'une cotisation régulière mensuelle et an-

nuelle à cet effet, une carte et des timbres sont édités.

Le droit d'adhésion est de 10 fr.

Le renouvellement annuel de la carte est fixé à 5 fr.

La cotisation mensuelle et obligatoire est fixée à 1 fr.

3<sup>e</sup> L'U. A. est administrée par une commission administrative nommée par les Congrès.

Cette commission assume la responsabilité des œuvres de l'U. A. : le *Libertaire*, la librairie, etc., et choisit dans son sein les camarades chargés d'en assurer la gestion, ainsi que le Secrétariat de l'organisation. Elle a également pour tâche de veiller à l'application des décisions prises dans les Congrès et de me-

ner, selon les suggestions des groupes, toute l'action et la propagande nécessitées par les circonstances, en évitant toute déviation préjudiciable aux principes dont elle se réclame.

La Commission administrative devra rendre compte de ses délibérations aux groupes et fédérations d'une façon régulière. Par contre, ceux-ci devront également rendre compte de leur activité particulière aussi régulièrement que possible.

Des correspondants seront choisis au sein de la C. A. afin d'entretenir des relations permanentes avec les délégués des groupes et des fédérations de province.

Le *Libertaire* étant l'organe de l'U. A., les individualités et les groupes adhérents sont tenus d'apporter leur soutien effectif à leur journal, qui constitue leur meilleure arme de propagande.

Le fait d'adhérer à l'U. A. engage le militant :

1<sup>er</sup> A fréquenter assidûment son groupe.

2<sup>e</sup> A s'acquiescer régulièrement des cotisations prévues pour subvenir aux nécessités de la propagande.

3<sup>e</sup> A déployer une activité incessante dans les organisations ouvrières et notamment dans les syndicats, pour les orienter vers une politique de lutte de classes et d'action directe et lutter contre l'inféodation politique et gouvernementale qui paralysent leur action.

L'exemple étant la meilleure forme de propagande, partout où il se trouve, l'anarchiste doit faire œuvre de militant et servir par tous les moyens la cause de l'émancipation sociale.

4<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

5<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

6<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

7<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

8<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

9<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

10<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

11<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

12<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

13<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

14<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

15<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

16<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

17<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

18<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

19<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

20<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

21<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

22<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

23<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

24<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

25<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

26<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

27<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

28<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

29<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

30<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

31<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

32<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

33<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

34<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

35<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

36<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

37<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

38<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

39<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

40<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

41<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

42<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

43<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

44<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

45<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

46<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

47<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

48<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

49<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

50<sup>e</sup> A défendre la cause de l'émancipation sociale.

## Contre la guerre

Le développement et les contradictions capitalistes d'une part, les intrigues politiques et les ambitions dictatoriales d'autre part, ont amené le monde à une situation telle que la plus épouvantable des guerres peut éclater d'un moment à l'autre.

Pour amener les peuples à accepter ces boucheries et à y participer, tous les moyens, les plus vils et les plus faux, sont employés.

Parmi ceux-ci, nous dénonçons celui qui tend à transformer la lutte antifasciste en une croisade guerrière contre les pays fascistes.

Le Congrès déclare que pour les travailleurs, aucun motif, pour si adroit ou sentimental qu'il puisse paraître, ne peut les déterminer à accepter ce suicide collectif.

Pour mieux montrer son opposition totale à tous conflits entre les peuples et donner plus de force à sa pensée, le Congrès déclare que toute guerre, même si elle avait pour faux prétexte d'aider le peuple espagnol à se libérer du fascisme, ne pourrait rien changer à sa position irréductiblement antiguerrière.

A BAS LA GUERRE ! A BAS TOUTES LES GUERRES ENTRE LES PEUPLES !

## L'adresse à la C.N.T.-F.A.I.

Le Congrès de l'Union Anarchiste, réuni à Paris, salle des Sociétés Savantes, le 30 octobre 1937, tient, avant l'ouverture de ses travaux, à assurer les combattants antifascistes espagnols de leur indéfectible solidarité.

Les congressistes proclament plus particulièrement leur solidarité et leur sympathie à l'égard de la C.N.T. et de la F.A.I., non seulement en raison de leur communauté doctrinale et idéologique, mais aussi en raison des attaques répugnantes dont elles sont l'objet de toutes parts.

Considérant ces efforts accomplis par l'Union Anarchiste en vue d'aider nos camarades, les congressistes entendent leur donner plus d'ampleur, les continuer plus résolument que jamais de façon à hâter le triomphe de l'antifascisme, première étape du triomphe de notre idéal.

Vivent la C.N.T. et la F.A.I. ! Vive la Révolution Sociale !

## EN PLEINE ESPAGNE FRANQUISTE

### La résistance héroïque des paysans espagnols continue

Il y a quinze mois déjà que les brutes du général Yagüe, réussissant à entrer dans Badajoz, où ils se livrèrent à l'effroyable carnage que l'on sait, accomplissaient leur jonction avec l'armée rebelle du Centre et réduisaient à néant la résistance organisée des gouvernements.

Cependant, des groupes de révolutionnaires armés, se réfugiant dans les montagnes, continuèrent dans les pires des conditions d'isolement moral un combat désespéré. Le gouvernement de Salamanque en a dû faire l'aveu lui-même en communiquant cette dépêche que nous prenons dans le « Temps » de lundi soir.

« Un groupe de dynamiteurs gouvernementaux qui opèrent en se cachant dans la sierra de San Pedro, ont été faits prisonniers, après une lutte sanglante, et conduits à Cáceres où un conseil de guerre les a condamnés à mort. La sentence a été exécutée. »

Il faut savoir que la sierra de San Pedro se trouve située à l'extrémité ouest du territoire espagnol, en pleine Estrémadure — une des régions les plus misérables de l'Espagne — et à plus de 150 kilomètres des lignes gouvernementales les plus proches.

C'est le signe indéniable que les torrents de sang versés ne sont pas venus à bout de l'opposition irréductible du peuple espagnol.

Franco peut prendre des villes et gagner des victoires faciles ; il n'est pas près de pacifier les cœurs du prolétariat.

## EN VENTE AU « LIBERTAIRE »

Le livre de Kléber LEGAY

## UN MINEUR FRANÇAIS

CHEZ LES RUSSES

Un vol. de 125 pages : 4 francs.

Franco : 4 fr. 50.

## LA RÉPRESSION STALINO-BOURGEOISE EN ESPAGNE

### Une honte qui doit cesser

En voilà assez : le vase déborde. Des centaines de révolutionnaires de leurs cachots immondes nous crient leur douleur et leur détresse. Nous laissons devant nous non seulement serait inhumain mais ce serait trahir à notre tour la Révolution sociale ibérique. Les travailleurs du monde entier ont droit à la vérité et en les informant sur ce qui se passe d'abominable en Espagne, nous le régime du gouvernement stalinien-négro, nous croyons servir la cause révolutionnaire du peuple espagnol.

#### BONNE FOI STALINIENNE

Aussitôt après la sentence tragique du mois de mai dernier, voulue et provoquée, comme chacun sait, par les hommes du P.S.U.C., une répression féroce, criminelle et fratricide s'abat sur l'Espagne sur tous ceux qui, prenant la Révolution au sérieux, s'étaient comportés en conséquence. Afin de complaire à Staline et à la diplomatie des grandes démocraties, le procès de la Révolution commença. Tous les crimes et les fascistes qui avaient expié leur vie de crimes par la vindicte populaire des journées qui suivirent la révolte militaire du 18 juillet, furent ainsi déterrés, et on assista à ce fait douloureux de voir les meilleurs militants qui se distinguèrent par leur intrépidité active héroïque, arrêtés, sur la dénonciation de la première commère venue. D'autres militants le furent par leur action dans la création de ces collectifs, qui firent l'admiration universelle, à la suite de dénonciations de soi-disant violences, émanant des anciens propriétaires, aujourd'hui les plus ardents militants du P.S.U.C. D'autres encore se virent enfermés sous l'inculpation d'avoir osé prendre les armes pendant la semaine de mai pour répondre à la plus criminelle des provocations, bien que d'après les accords de la cessation des hostilités, il n'eût dû y avoir aucune forme de représailles contre qui que se soit, ni devant y avoir ni vaincus ni vainqueurs. Nous pourrions continuer à énumérer de quelle odieuse façon on a prétendu justifier la plus arbitraire des répressions. Nous citons encore, à titre d'exemple, le cas d'Aurelio Fernandez, ex-secrétaire de la « Junta de Seguridad Interior », tout d'abord, et Conseiller de la Généralité à la Santé Publique ensuite, aujourd'hui à la « Carcel Modelo ». On lui reproche trop de zèle dans son activité justicière quand il exerçait la première de ces fonctions. Celui de Joaquín Ascaso, ex-président du Conseil de Défense d'Aragon, incarcéré à la suite de la dissolution dudit Conseil, sous l'inculpation de s'être procuré, avec l'assentiment du Conseil en entier, les moyens financiers, en vendant quelques valeurs que le peuple en révolte avait arrachées à ses exploités séculaires, pour acheter à l'étranger des machines agricoles indispensables à la prospérité des collectifs aragonais.

#### LE P.S.U.C. ALLIÉ DE LA RÉACTION

La vieille réaction espagnole réunie dans la Liga de Cambo, la Ceda de Gil Robles, etc., prisonnière, dans les régions tombées immédiatement au pouvoir du prolétariat révolutionnaire, grâce à l'action foudroyante des militants de la C.N.T. et de la F.A.I., et qui peu à peu s'était infiltrée presque intégralement dans le parti communiste, trouva dans le gouvernement Negrin toutes les facilités pour consumer sa vengeance contre les héros du 19 juillet. Aussi, geaunce contre les héros du 19 juillet, s'ouvraient au fur et à mesure que de la racaille cléricalo-franquiste qui y avaient été enfermés, la police gouvernementale complètement entre les mains de la Tcheka stalinienne, se chargeait de les remplir de révolutionnaires espagnols et étrangers qui ont de la Révolution une tout autre conception que celle du « Chef génial ».

Comme aux temps héroïques historiques de Martinez Añido, les prisons de l'Espagne républicaine regorgent de militants révolutionnaires et quand nous voyons une Marguerite Nelken pleurnicher dans des déclarations faites à un journaliste de « L'Œuvre » sur l'incompréhension de l'étranger touchant les événements espagnols et la répression contre certains secteurs antifascistes, accusant les censeurs du gouvernement de la « victoire » de faire par là le jeu des ennemis de la République espagnole, nous sentons le dégoût nous monter à la gorge.

#### LE PASSE DES PRISONNIERS DE STALINE

Tous ceux qui pourrissent dans les cachots des nouveaux tyrans de la malheureuse Ibérie nous sont également chers. Nous savons, n'en déplaise aux valets de Staline, qu'ils représentent tout ce qu'il y a de plus noble et de désintéressé dans cette race arriérée. Nous savons qu'ils nous appartiennent à nos glorieuses « tribus », qu'ils étaient sur les pavés ensanglantés d'Atarazanas le 19 juillet, à côté de l'héroïque et légendaire Francisco Ascaso, ainsi que dans les plaines brûlantes et arides d'Aragon, quelques jours après, à la suite de cet autre héros qui fut notre cher Buenaventura Durruti. Ils sont tous nos frères de souffrance et de combat et nous les confondons dans notre fraternelle et émue reconnaissance. Mais ceux pour lesquels nous écrivons aujourd'hui ces lignes, ceux pour lesquels nous faisons un particulier appel à la solidarité de la classe ouvrière internationale, ceux pour lesquels nous appelons à un vaste mouvement de protestation contre leurs du monde entier, ce sont les volontaires internationaux, qui, dans un élan généreux et désintéressé, accoururent dans l'Espagne en flammes, offrir leur vie pour l'écrasement de l'hydre fas-

ciste et le triomphe de la République sociale universelle.

Pionniers admirables d'une société plus libre et plus humaine, sortis des entrailles du peuple et du prolétariat international et des émigrations politiques des pays totalitaires, ils sont aujourd'hui victimes de la plus injuste et la plus cruelle répression. Venus dans ce pays héroïque et martyr des plus lointaines contrées des deux mondes, participer à la grande épopée du peuple ibérique, toujours aux places les plus dangereuses, ils virent intensément les espoirs généraux, les angoisses déprimantes, les douleurs et les joies de leurs frères espagnols. Quel crime ont-ils donc commis pour qu'ils en soient récompensés par l'injure, la torture, les cachots? Etre des hommes, amis lecteurs, des hommes indépendants, d'authentiques révolutionnaires. La criminelle provocation de la Semaine sanglante passa sur leur cœur comme un fer rouge. Les crimes dont se salèrent ensuite les assassins de la Révolution espagnole révoltèrent leurs sentiments loyaux d'idéalistes. Ils comprirent la trahison et ils manifestèrent leur dégoût ou ils voulurent s'en aller. Voilà leur crime dont ils revendiquent hautement la responsabilité devant le jugement des consciences libres.

#### POUR QUE CESSE L'ODIEUSE RÉPRESSION

Il faut que, hors d'Espagne, une vaste campagne soit organisée. Il faut qu'une forte clameur, un puissant cri d'indignation s'élève afin qu'il fasse réfléchir le gouvernement Negrin et que, mesurant l'ampleur de son injustice, il lâche ses nombreuses victimes et qu'il les rende à la classe ouvrière internationale de laquelle ils sont les fils les plus nobles.

Marguerite Nelken de la contre-révolution démocratique-stalinienne ne manquera certainement pas pour lâcher de jeter la confusion dans nos affirmations. Aussi, à titre documentaire, nous donnerons ici une première liste de ces victimes pour l'édification de nos camarades : Santigao Pisant, syndicaliste révolutionnaire, militant volontaire; en Espagne depuis un an; toujours au front. Malade, il venait d'être réformé par le Conseil médico-militaire. Depuis qu'il était à l'arrière-garde, il avait toujours été en règle avec sa documentation. Arrêté le 19 juillet dernier, par le commissaire politique de la caserne Carlo Marx et conduit au commissariat d'investigation de Barceloneta. Dans ce commissariat on le mit dans une chambre de torture et à deux heures et demie du matin, sous la menace de huit pistolets, il fut placé, la tête en bas, sur une bouche d'égoût, afin de lui faire avouer que son passeport et sa documentation étaient faux.

(Voir la suite en 4<sup>e</sup> page.)

## LE DISCOURS EDEN

### La non-intervention : une politique internationale de classe

Il y avait beaucoup à dire sur le discours prononcé par M. Eden en réponse aux attaques — bien tardives d'ailleurs — des travailleurs sur le problème de la non-intervention.

Aujourd'hui cette énorme duperie — une des plus formidables mystifications diplomatiques de tous les temps — est parfaitement percée à jour. C'est le *Temps* lui-même qui dans son commentaire du discours déclare — par antiphrase sans doute — qu'elle ne fut pas une « politique étrangère de classe ».

A l'appui de cet argument, M. Eden a ajouté que la meilleure preuve des pures intentions de l'Angleterre c'était que celle-ci entretenait d'excellentes relations avec la « France où les partis de gauche sont au pouvoir ».

On ne peut avec plus d'humour se moquer du gouvernement de Front Populaire qui marcha volontairement dans la combine imposée par le Foreign Office en proposant la non-intervention.

Maintenant, le porte-parole de la City prétend qu'il n'admettra pas « qu'en cas d'une victoire des insurgés le gouvernement qui prendra alors le pouvoir soit hostile à l'Angleterre ».

Parbleu, Franco serait bien ingrat ! Mais, attention, l'ours espagnol n'est pas encore tué pour spéculer ainsi sur sa peau. Malgré la coalition des impérialismes et la trahison du Front Populaire — dont les dirigeants connaissent eux les vraies raisons de la non-intervention — Juan Espagnol vit encore...

#### CONSEQUENCE DU PSEUDO-ATTENTAT CONTRE COMORERA

### La « Soli » suspendue pour dix jours

*Solidaridad Obrera*, l'organe officiel du Comité régional de Catalogne de la C.N.T., vient une fois de plus d'être suspendue. En veut-on savoir la raison ? Dans un article intitulé *Pas de ridicule, Soli* avait mis en doute la réalité du pseudo-attentat contre Comorera dont le *Libertaire* avait la semaine dernière dénoncé l'in vraisemblance.

## Comment l'expérience des vingt dernières années a tranché la controverse entre marxistes et anarchistes

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

Il suffit de parcourir ce petit bouquin pour se rendre compte à quel point ces nouveaux exploités se sont assimilés à leurs confrères d'Europe occidentale.

Le mensonge impudent, le truquage de textes, la calomnie, voici leurs arguments, leurs moyens spirituels de lutte !

Ils confirment une fois de plus qu'entre exploités et exploités il n'y a pas de discussion possible. C'est une question de force.

\*\*

Voyons maintenant l'opuscule du bolchevick Iaroslowsky.

« A l'heure actuelle, en U.R.S.S., dit Iaroslowsky, dans son introduction, les anarchistes ont perdu toute influence sur les masses. On n'en rencontre plus que quelques individus isolés. »

On se demande pour quelles raisons on détiend dans les camps de concentration, où sont morts Rogdaev, Borovoi et tant d'autres, ces « quelques » individus « isolés » !

Staline est-il si peu sûr de son peuple qui « l'adore » pour enfoncer à perpétuité quelques individus isolés ?

Il a raison de se méfier ! Ces quelques individus expriment l'idéal de tout un peuple qui, à la première occasion, le lui fera voir. Iaroslowsky nous parle que la révolution d'Octobre a condamné les doctrines anarchistes. Nous voulons bien le croire, mais pourquoi diable ne nous permet-on pas d'éditer notre presse à Moscou, de discuter sur les événements et de laisser les travailleurs juger ?

Malgré cette « condamnation » éclatante, voici que notre auteur entreprend d'exposer « comment l'Histoire a tranché, au cours de la Révolution russe, la controverse entre anarchistes et communistes. » En Russie, cet exposé est facile, l'adversaire étant enchaîné, la bouche fermée, mais Iaroslowsky a une piètre opinion de la classe ouvrière s'il se figure qu'elle adoptera ses affirmations sans les contrôler.

Son exposé sur Bakounine répète les mensonges déjà connus. Il reproche à Bakounine d'être né dans une famille noble. La mémoire de Bakounine ne s'en portera pas plus mal. Bakounine, aristocrate, fils d'exploiteur n'a pas hésité à rompre avec les exploités et à adopter la vie des pauvres, à souffrir pour leur libération, tandis que l'ancien ouvrier Iaroslowsky a réussi à la faveur des circonstances à parcourir le chemin inverse — ouvrier hier il est exploitateur aujourd'hui. Pourrait-il ne pas haïr Bakounine, le reproche vivant de sa trahison ?

Il est à remarquer que notre auteur réfute les idées anarchistes sans les exposer.

La grande controverse entre Bakounine et Marx se transforme dans une sorte de commérage et d'intrigue. Pourtant, il n'est un secret pour personne, que la discussion entre socialistes étatistes et antiétatistes portait sur des sujets beaucoup plus importants. Nous comprenons qu'un Iaroslowsky évite d'en parler. L'expérience austro-allemande et russe a démontré que le socialisme ne peut être instauré par voie parlementaire, que la dictature du prolétariat mène à la constitution d'une nouvelle classe d'exploiteurs et au pouvoir personnel ; Bakounine avait dénoncé tout cela. Au socialisme étatiste, parlementaire ou dictatorial de Marx il avait opposé le socialisme libertaire, le self government des producteurs par intermédiaire des institutions contrôlées par eux, tels les Soviets de 1917 en Russie, tels les comités que nous voyons maintenant en Espagne.

La mauvaise foi de notre auteur arrive à son épogée quand il essaie d'opposer Bakounine à Tchernichevsky, que d'ailleurs tous les marxistes russes ont toujours traité de petits bourgeois. Bakounine est tantôt le père du terrorisme russe, qui veut installer d'emblée le communisme libertaire, tantôt un réactionnaire qui par ses courtes vues a empêché le peuple russe de se libérer.

Parlant du glorieux mouvement de l'organisation Zemlia Volia, Iaroslowsky dit : « C'était les idées anarchistes de Bakounine qui prédominaient dans l'organisation » (p. 27), mais ceci ne l'empêche pas de déclarer plus loin d'une façon péremptoire : « Il serait inexact de croire que c'est Bakounine qui aurait créé cette organisation » (p. 27).

A écouter Iaroslowsky l'activité des révolutionnaires de l'époque de Narodnaia Volia, a retardé la préparation de la révolution russe !

L'activité d'Alexandre Mikhaïlov, Sophia Perovskaya, Khaltourine, Kibalchitch et tant d'autres condamnés à mort à la suite de l'exécution de l'empereur Alexandre II, qui fit trembler l'empire des tsars en présumant la Révolution de 1917, était inutile !

Ce langage injurieux à l'égard des sublimes héros de la libération du peuple russe marque la déchéance morale définitive de l'ancien forçat.

Poussant la profanation jusqu'à l'impudence, notre auteur oppose aux terroristes de Narodnaia Volia, l'ouvrier Stepan Khaltourine et le donne comme exemple d'ouvrier conscient mais omet de nous dire que c'est lui qui avait miné d'accord avec N. Y., dont il était membre, le palais d'hiver et qu'il fut pendu comme terroriste avec les autres membres de cette glorieuse organisation.

Parlant de la Révolution de 1905, où paraissent les seuls bolcheviks luttèrent contre le tsar, Iaroslowsky ne souffre mot de la participation active de la paysannerie qui sous l'influence des socialistes révolutionnaires de gauche et des anarchistes donna le signal de la lutte en occupant les grandes propriétés terriennes. Il ne nous dit pas, évidemment, la position des marxistes qui réclamaient la formation d'une république parlementaire tandis que les anarchistes, seuls, luttèrent pour la socialisation de la production (voir « La Révolution russe de 1905 », par Kropotkine).

Certes, les anarchistes à peine sortis de l'illégalité étant très divisés, ne cherchèrent pas à s'emparer de la direction du mouvement comme essaya de le faire le Parti bolchevik, mais il n'en est pas moins vrai que les mots d'ordre anarchistes guidèrent les masses travailleuses tant dans leurs revendications que dans la formation des soviets — organes parfaits de self-government.

Iaroslowsky ne veut pas analyser cette activité des anarchistes.

Tout comme n'importe quel scribe de la presse bourgeoise, il s'étend longuement sur les « expropriations » faites par des anarchistes pour alimenter la propagande (p. 39). Mais quel est le parti révolutionnaire en Russie d'avant-guerre qui n'a pas pratiqué ce genre de « souscriptions » forcées ? Staline n'a-t-il pas dévalisé maintes banques et convois postaux ? Litvinoff n'a-t-il pas été arrêté à Paris au moment où il essayait d'écouler les roubles provenant de ses vols ?

Iaroslowsky, décidément, considère ses lecteurs à son image... comme des crétiens.

La pauvreté d'arguments de ce singulier « théoricien » saute aux yeux lorsqu'il parle de la Révolution d'Octobre. Nul n'ignore que la Révolution d'Octobre était surtout l'œuvre de marins de Cronstadt, dont la majorité appartenait aux anarchistes et socialistes révolutionnaires de gauche. Quel ouvrier russe se rappelle d'un Jelesniakov, l'homme qui, malgré la veulerie des dirigeants bolcheviks, aidés de ses camarades matelots, renvoya l'Assemblée Constituante et poussa la révolution vers le socialisme intégral. Les dirigeants bolcheviks, héros de l'arrière et rats de bureau, n'ont donné au peuple aucun héros aussi aimé qu'un Makhno, Iaroslowsky nous présente avec raison Maréchal Egorov comme type du héros bolchevik. C'est un ancien officier blanc qui pendant la Révolution a moiisé dans les états-majors pendant que les Jelesniakov se faisaient tuer. Les bolcheviks sont tellement pauvres en héros qu'ils en sont réduits à présenter l'anarchiste Tchapaïev comme un héros bolchevik. L'anarchiste Tchapaïev, c'était le Makhno de l'Oural et il n'était pas plus bolchevik que ce dernier. Mort pendant la guerre civile, les bolcheviks ont évidemment toute latitude pour le calomnier en l'assimilant aux vils troupeaux des fusiliers Staline, Trotsky et Vorochilov. Iaroslowsky, gêné par la critique des camarades espagnols, cherche en vain à justifier le carnage que Trotsky organisa en 1921 lors du soulèvement des marins de Cronstadt (p. 57).

Fidèles à la Révolution d'Octobre qu'ils furent, les marins de Cronstadt ne pouvaient tolérer qu'un parti s'en approprie pour exploiter le peuple. Les accusations infâmes des bolcheviks contre l'élite de la révolution ne changera pas grand-chose à la réalité des faits. Les marins de Cronstadt, comme Makhno, ont réclamé le respect de la démocratie ouvrière, le rétablissement des Soviets.

Iaroslowsky dit de Makhno qu'il fut « instituteur de village, adhéra à un groupe de jeunes paysans qui se livraient à de simples agressions », p. 67.

Or, on sait que Makhno était un simple père, puis ouvrier peintre. Le groupe de jeunes paysans c'était le groupe anarchiste. Ce groupe faisait de la propagande et évidemment luttait avec la police et ses instigateurs. Cette activité révolutionnaire est qualifiée par le parasite Iaroslowsky d'activité criminelle, ce qui ne nous étonne pas. Iaroslowsky présente Makhno comme un petit tyran, mais il oublie que, pendant la guerre civile, l'armée de Makhno était une armée de volontaires, entretenue et contrôlée par les Soviets de Goulai Polé et sa région.

Nous comprenons la haine que Makhno inspire au nouveau riche Iaroslowsky. Partout où il passait il laissait les Soviets fonctionner en signifiant aux rares représentants de Moscou que la « dictature du prolétariat » ne pouvait pas s'exercer. Que les travailleurs savent diriger leurs affaires sans demander ce que pense Lenine à ce sujet. Makhno fit la même chose à Ekaterinoslav (p. 69), il laissa la vie économique entre les mains des Syndicats et rétabli le Soviet où les bolcheviks étaient en minorité, comme partout d'ailleurs. Nous convenons que ceci n'est pas de nature à plaire aux bolcheviks. Ils étaient habitués à voir les anarchistes prendre les villes (Kharkov, Kiev, etc.) et à tolérer qu'une minorité, se disant représentant du Gouvernement central, bafoue la démocratie ouvrière. Makhno était un réaliste et il mettait des bolcheviks à leur place, en les empêchant d'exploiter le peuple. Iaroslowsky ne pouvait pas rester derrière Kessel et les généraux blancs. Ne font-ils partie maintenant du même milieu, celui des hommes d'ordre ? Il est donc normal de voir notre auteur parler des hommes coupés en morceaux et d'autres « férociétés » savourées par le collaborateur de Dectchiev et de Marianne.

Iaroslowsky est trop petit pour juger du rôle historique de Makhno qui resta dans le dos de Denikine pendant que les « grands chefs » se sauvaient vers Moscou. Nul n'ignore que sans l'insurrection paysanne fomentée par Makhno dans le dos de Denikine et la destruction de sa base militaire à Taganrog, Iaroslowsky et tous ses « glorieux » héros bolcheviks auraient été balayés par la canaille blanche.

Les bolcheviks n'ignorent pas la popularité de Makhno en Ukraine. Dans la région de Goulai Polé, il n'y a pas un seul dirigeant qui soit du pays, même s'il se dit bolchevik 100 0/0. Le nom de Makhno et sa légende résonnent dans les vastes plaines de l'Ukraine et troublent le sommeil des nouveaux exploités.

Quant aux exploités, ils connaissent leurs amis. Ce n'est pas un pauvre type d'Iaroslowsky qui les en détournerait. Les anarchistes russes ont lutté et se sont sacrifiés pour l'instauration d'une société égalitaire, leur sacrifice ne sera pas vain !

Oui, l'Histoire a tranché la controverse entre étatistes et antiétatistes. Il est démontré que le socialisme sera libertaire ou qu'il ne sera pas. CHARLES ROBERT.

## Définition d'une politique française

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

L'intérêt du prolétariat français est de percer ces mensonges et d'en dénoncer le contenu nettement impérialiste. L'Humanité, cependant, loue hautement la sagesse du congrès radical. Et elle encourage les socialistes à les imiter, car l'on n'est plus sur le terrain de « la politique », entendons celle qui tend à rendre toute sa vigueur au concept de lutte de classes. Ce qui est en jeu, ajoute-t-elle, nous n'osons pas écrire que c'est l'intérêt « national » (tant ce mot depuis quelques années a été galvaudé et son vrai sens trahi) : disons simplement — avec Edouard Herriot, Edouard Daladier et Camille Chautemps — que c'est l'intérêt de la France.

Voilà donc le grand mot lâché. Oserons-nous dire qu'une fois de plus nous nous séparons de l'organe de la section française de l'Internationale communiste ? Et d'abord, de quelle France s'agit-il ? Nos nationalistes ont l'habitude de répondre à cette question : la France tout court. Aujourd'hui, nos communistes nouveau style leur embolent le pas. Pourtant front-ils jusqu'à prétendre que la France des banquiers et des maîtres de forges, aux ordres de laquelle le gouvernement de M. Chautemps vient d'affirmer par sa politique qu'il demeurerait tout dévoué, la France que M. Daladier évoque en Minerve, porteur de la lance et de l'olivier, mais dont le casque serait remplacé, grâce aux soins de nos bons radicaux par un bicorne doré de garçon de recette, la France des deux cents familles, pour tout dire, est la même que la France des ouvriers qui veulent se développer à leurs dépens la contre-offensive patronale menaçant tous les avantages acquis en juin 1936, des paysans, petits propriétaires, fermiers ou métayers qui se voient refuser le bénéfice de toute législation sociale, des fonctionnaires à qui l'on offre, en compensation de l'augmentation du coût de la vie, la somme dérisoire de 66 francs par mois, de tous ceux ouvriers, paysans ou fonctionnaires qui font aujourd'hui les frais de la pause et feraient demain ceux de la guerre ?

LASHORTES.

## Réunions et Conférences de la semaine

Jeudi 4 Novembre

MAIRIE DE LIVRY-GARGAN  
GRAND MEETING

de protestation contre les menées stalinienne en Espagne

Orateurs : Un S. F. I. O., un du Parti Socialiste Italien, Weitz des J. S. A., Douteau de l'U. A. Goudry de la J. A. C. Patorni du Comité Pour l'Espagne Libre. Participation aux frais, 0 fr. 55. *Précédé d'un concert de 8 h. 30 à 9 h. 45.*

BOULOGNE-BELLANCOURT

Café de l'Industrie (métro Pont-de-Sèvres) à 17 h. 30.

Ce qu'est l'Anarchisme et Où va le mouvement syndical par Juliot et Virot.

Samedi 6 Novembre

Groupe de la Banlieue-Sud et Comité local pour l'Espagne Libre de Gentilly-Bicêtre à 20 h. 30, Salle Berthelot, 2, rue de la Mairie, à Gentilly.

GRANDE COGUETTE

au profit des orphelins d'Espagne, avec Charles d'Avray, Jane Montell, La Frisée, Castella, Larvor.

Entrée : 2 francs. Tombola gratuite.

Vendredi 12 Novembre

Baigne J.A.C. à 20 h. 30, chez Ouvrier.

REUNION PUBLIQUE

Comment nous tendons la main aux catholiques.

Orateurs : Patorni, Ringaers.

GROUPE DES XI<sup>e</sup> ET XII<sup>e</sup>

A la Petite Choie, 6, rue Saint-Bernard, à 20 h. 30.

LE ROLE DE L'UNION ANARCHISTE

Orateur : Douteau.

Samedi 13 Novembre

A 20 h. 30, Salle de l'Hôtel des Voyageurs, 28, rue de Paris à Gonesse.

CONFERENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Sur la Patrie ce mensonge.

Orateurs : Patorni, Douteau, Moriss, des Jeunesses antimilitaristes.

GROUPE DE SAINT-OUEN

Salle de l'Enfance

MAIRIE DE SAINT-OUEN

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Les partis politiques et la guerre.

Orateurs : Goudry.

CONFERENCES SEBASTIEN FAURE

Le vendredi 12 novembre, à Châteauroux ; le samedi 13 novembre, à Argenton ; le mardi 16 novembre, à Issoudun ; le mercredi 17 novembre, à Vierzon ; le jeudi 18 novembre, à Bourges.

AVIS IMPORTANT. — Pendant le mois de décembre, notre ami SEBASTIEN FAURE fera, le mercredi de chaque semaine, une Conférence dont la première aura lieu le mercredi 1<sup>er</sup> décembre et dont le sujet sera « LES BOBARDS DEMAGOGIQUES ».

Cette série de Conférences publiques et contradictoires sera faite au théâtre Lancry, 10, rue de Lancry.

## Jeunesse Anarchiste Communiste

## Aide à nos camarades soldats

Sur l'instigation, paraît-il, de la Fédération des Jeunesses communistes de France, dans de nombreuses localités se sont formés des Comités d'aide aux soldats.

Avec l'appui et la participation des Cercles de Jeunesses communistes, des Groupes de Jeunesses socialistes, les Comités locaux de Front populaire ont lancé la Journée nationale de l'envoi d'un colis, pour le 11 novembre, aux « bleus ».

Une certaine activité pour cette aide pratique et matérielle se manifeste en faveur des camarades soldats. L'« Avant-Garde » nous signale certains cas d'une organisation vraiment pratique pour ce « colis du 11 novembre ».

Il n'est pas question, pour nous, d'apporter des critiques systématiques à une action de solidarité dont nous mesurons à l'avance toute l'importance.

Nous n'allons pas relever la date du 11 novembre, anniversaire de la signature de l'Armistice, prétexte au Traité de Versailles, ayant provoqué, au dire même des communistes et de tous les autres secteurs politiques de gauche, l'arrivée au pouvoir de Hitler.

Mis à part, cet acte prouvant la fierté des soldats révolutionnaires pour la victoire d'une guerre n'ayant profité qu'aux marchands de canons et spéculateurs de toutes sortes, nous avons relevé quelque chose de plus grave et qui ne laisse rien présager de bon pour l'avenir.

Nous avons lu, dans le texte d'une affiche faisant appel à la solidarité de la population pour l'envoi d'un colis aux jeunes soldats, cette phrase : « Education physique qui permettra, avec une jeunesse forte et saine, de réduire le temps de service militaire ».

Cette phrase contient le sens exact de la politique simpliste pacifiste de lutte contre les deux ans à laquelle nous ont habitués les patriotes de fraîche date.

Nous retrouvons, du reste, l'allusion à cette proposition dans le journal des Jeunesses communistes : « Le peuple de France continuera à demander — en liaison avec l'organisation de la sécurité collective et la modernisation de l'armée — la réduction du temps de service militaire ».

Ces deux phrases, strictement reproduites, suf-

fisent pour mettre la jeunesse ouvrière sur ses gardes. Une minute de réflexion !

1<sup>re</sup> Education physique : Ceci est un projet de militarisation de la jeunesse nullement voilé ; sous prétexte de permettre la réduction du temps de service militaire, on pousse les jeunes à accepter cette éducation prétendue physique.

Mais il faudra expérimenter le système et, au lieu des deux ans de service militaire, on vous fera faire soit deux ou quatre ans de préparation militaire.

2<sup>o</sup> Organisation de la sécurité collective : Cette seule phrase nous suffit pour condamner toute la proposition. Non seulement on nous fera assister à ces fameux exercices de défense passive, mais encore les jeunes ouvriers, en dehors des heures de travail, seront pressentis à l'organisation de la sécurité collective.

Ainsi, ce fameux projet Desarnauds, appuyé par le Congrès radical-socialiste de Biarritz, et qui semblait oublié par ceux qui l'avaient proposé, est repris hypocritement à travers la lutte contre les deux ans.

C'est aux jeunes ouvriers socialistes, communistes, révolutionnaires de toutes tendances de répondre à cette provocation. Comment y parvenir ? Mais c'est simple.

Participer avec enthousiasme à l'aide aux jeunes soldats, faire toute la propagande nécessaire pour l'application des améliorations dues à nos camarades enrégimentés.

Parallèlement à cette œuvre de solidarité, nous saurons nous délimiter de ceux qui, semblant lutter contre les deux ans, sont en réalité pour les quatre ans.

Tous les jeunes ouvriers révolutionnaires doivent profiter des colis du 11 novembre en ce qu'ils représentent de profits matériels, mais leur acceptation ne doit les engager en rien en ce qui concerne la préparation militaire, appelée pour la circonstance « éducation physique ».

C'est dans ce sens que nous aiderons tous nos camarades soldats et nous nous ferons un devoir de leur rappeler que, malgré le « Front populaire », l'état-major est au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme français.

P. S.

## UNE HONTE QUI DOIT CESSER

(Suite de la 3<sup>e</sup> page.)

Sanna Antonio, militant de la C.N.T. (section lampistes). Arrêté le 29 juillet sous l'inculpation d'avoir participé aux événements de mai et avoir caché des armes. Toujours détenu et à la disposition du chef de la Sûreté.

Udovich Rudolf, militant de la C.N.T. (section métallurgiste). En Espagne depuis le 19 août 1936. Après sept mois de tranchée il fut rappelé pour travailler dans l'industrie de guerre. Il a été arrêté sous le prétexte que son certificat de travail n'était pas en règle avec les prescriptions du gouvernement.

Martini Giovanni, militant anarchiste et membre de la C.N.T. (section paysans). En Espagne depuis le 23 août 1936. Il a passé huit mois au front. Il fut admis ensuite dans une collectivité où il travailla jusqu'au moment de son arrestation. Arrêté à Prat de Llobregat le 29 juillet, sur les lieux de travail, sans qu'il sache encore aujourd'hui la raison de la mesure qui le frappe.

Nari-Enam, militant de la C.N.T. (section paysans). Même cas que le précédent. Arrêtés ensemble.

Cecchi Luigi, militant de la C.N.T. (section menuisiers). En Espagne depuis le 29 septembre. Huit mois en première ligne sur le front d'Aragon. Arrêté le 8 octobre faute de carte d'identité, les autorités stalinienne ne voulant pas reconnaître ni son certificat de travail ni ses documents militaires. Son crime ? Etre libertaire.

Vesuli Giovanni, militant de la C.N.T. (section construction). En Espagne depuis le 30 juillet 1936. Après 10 mois de front, dans la colonne Ascaso, pour se reposer il travailla dans son syndicat à Barcelone. Arrêté avec Cecchi pour les mêmes raisons et comme lui à la disposition du chef de la Sûreté.

Pietrantonio Angelo, militant de la C.N.T. (construction). Arrêté par le commissaire du Barrio Chino pour insuffisance de documentation. Blessé sur le champ de bataille il n'avait pu reprendre la vie de tranchée. Il travailla régulièrement à Barcelone. Arrêté le 20 septembre et à la disposition du chef de la Sûreté.

## NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

Le Salariat, par Kropotkine (suivi de A. Mon Frère le Paysan, par Elisee Reclus).

Anarchisme et Coopération, par Georges Bastien.

La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.

Les Prisons, par Pierre Kropotkine.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Gril-tuel.

Francisco Ferrer, Anarchiste. Propos d'Edouard, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.

L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, on devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure.

L'Anarchie dans l'Evolution Socialiste, par P. Kropotkine.

L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.

Réponses aux paroles d'une croyante, par S. Faure.

Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Marestan.

Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées par Albion.

La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.

Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.

Elisee Reclus, par Han Ryner.

La Femme Esclave, par René Chaghtel, suivi de Dépopulation et Civilisation, par la docteresse M. Pelletier.

A bas les morts, par Girault (suivi de La Culte de la charogne).

Les Capitalismes en Guerre, De Briey à la Ruhr, par Rhillon.

L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine.

Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.

L'anarchie et l'Eglise, par Elisee Reclus.

Fusari Salvatore. Il fut des premiers volontaires accourus en Espagne. Après huit mois de front, il démissionna sans refuser d'accepter la militarisation. Il a été arrêté chez lui la nuit du 22 septembre. Motif ? On le soupçonnait d'avoir sur lui l'adresse de Pietrantonio ! ! !

Tous ces camarades sont des réfugiés politiques italiens appartenant au mouvement libertaire. Ils ont tous à leur actif quelque vingt années de luites révolutionnaires.

Albert Weissauer. Arrêté le 4 mai par les gens du P.S.U.C. Il patrouillait dans la rue armé d'un fusil. Le 15 septembre il passa en jugement et il fut acquitté. On ne veut pas le lâcher. D'après « La Vanguardia » y Catalunya » il serait toujours en état d'arrestation. En Allemagne, de l'Union des métallurgistes depuis 1919, ainsi que l'A.N.T.I.F.A. Après l'avènement d'Hitler, il se réfugia en France où il fut aussitôt expulsé. Il entra alors en Espagne, mais arrêté immédiatement il en fut relâché. Il retourna dans ce pays après le 19 juillet pour suivre Durruï sur le front d'Aragon. Tombé malade en décembre il dut abandonner le front. Membre de la C.N.T., il travailla à Barcelone jusqu'au jour de son arrestation, dans une fabrique de munitions. Membre du groupe Asyk contrôlé par la D.A.S.

Helmut Klose. Arrêté le 2 juillet. Il n'a pas encore été interrogé, comme la plupart d'ailleurs de ses codétenus. En Allemagne, de la F.A.U.D. (anarcho-syndicalistes allemands).

Expulsé de la Tchécoslovaquie où il s'était réfugié après l'avènement de Hitler, pour son activité en faveur de l'Espagne révolutionnaire. En Espagne depuis le début de cette année, il servit dans un bataillon de la Côte — Centurie Sébastien Faure — en service à la frontière franco-espagnole. Membre du groupe D.A.S. Après la dissolution du bataillon de la Côte, il donna son activité dans une collectivité agricole de « San Andrés ». Il était en train d'organiser une collectivité de culture quand on l'arrêta. La Tcheka lui reproche d'avoir désarmé des fonctionnaires de la frontière ce qui est absolument faux.

(A suivre.)

SAIDA.

L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine.

Ce que veulent les Anarchistes, par G. Thonnard.

Les Trois Complices, par René Chaghtel.

Les propos subversifs de Sébastien Faure : Pages d'histoire socialiste, par W. Tchierk-sol.

La Fausse Rédemption, La Dictature de la Bourgeoisie, La Pourriture parlementaire, Leur Patrie, La Morale officielle... et l'Autre, La Femme, L'Enfant, Les Familles nombreuses, Les Métiers Haïssables, Les torces de la Révolution, Le Chambardement, La véritable Démocratie, chaque brochure 0 fr. 60.

L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.

Douze preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure.

Evolution et Révolution, par Elisee Reclus.

Aux jeunes gens, par Pierre Kropotkine.

Entre paysans, par E. Malatesta.

Immoralité du mariage, par René Chaghtel.

La Moralité anarchiste, par Pierre Kropotkine.

L'Amour libre, par Madeleine Vernet.

L'Anarchie, par Elisee Reclus.

Le droit d'ignorer l'Etat, par H

## PARIS-BANLIEUE

Toute communication parvenant après le lundi midi est remise à la semaine suivante.

## BAGNEUX

Dans notre « démocratique » Bagneux, c'est la loi du plus fort qui prime. Qu'on en juge. Le groupe anarchiste de Bagneux se réunissait dans une salle assez vaste sise 150, rue Aristide-Briand; cette salle dépend d'un café.

Comme tous les lundis, nous allions nous réunir, lorsque le patron de cet établissement nous fit comprendre qu'il lui était impossible de nous laisser tenir nos réunions chez lui. Nous lui en demandâmes le motif. Voici ce qu'il nous avoua. Nos braves nacos patriotes, nos tout dévoués à la sainte cause (en l'occurrence la guerre) dévoués sans scrupules et sans remords de leurs belles luites... d'autant au surplus et au gain; ces braves cocos possèdent cet ultimatum à M. Veron. Si les anarchistes continuent à se réunir chez lui, tout simplement ils le boycotteront; ils donneront l'ordre à leurs adhérents de ne plus aller chez lui. Et lorsque l'on connaît la force d'abnégation dans la discipline d'un stalinien... M. Veron se vit donc obligé de céder à ce vil chantage; car il faut tenir en compte que la majorité de sa clientèle est communiste, que s'il continuait à s'aboucher avec des anars, c'était la perdition de son commerce. Nous demandâmes aux communistes de Bagneux d'agir à l'avenir plus loyalement. Qu'ils tendent la main aux catholiques, qu'ils fassent l'union sacrée avec nos frères réactionnaires, qu'ils laissent les anarchistes à leur dévotion, qu'ils glapissent de leur cœur à nos côtés ou qu'ils gesticulent à la police avec nous. L'on s'en fuit! Que notre mouvement prenne de l'ampleur c'est possible, que cela vous chagrine, c'est certain. Mais un avertissement: foutez-nous la paix!

## BOULOGNE-BILLANCOURT-XVI

La saison favorable à la propagande est revenue avec les longues soirées d'hiver, aussi nous faisons appel aux copains et sympathisants, ainsi qu'aux syndicalistes, pour qu'ils viennent de plus en plus nombreux à nos réunions, pour nous aider dans notre travail où il y a de la besogne pour tous.

Boulogne-Billancourt, cité industrielle de grande importance, doit se réveiller à l'heure où tous les partis politiques qui se disent révolutionnaires sont de plus en plus dans le chauvinisme, abandonnant les travailleurs pour faire des courbettes au capitalisme et au patronat qui veut reprendre sa revanche de la défaite que lui a fait subir, il y a 18 mois, l'action révolutionnaire du prolétariat.

Devant la faillite du front populaire, qui a trahi la révolution espagnole, qui par son emprise sur le mouvement syndical, nous entraîne vers le fascisme, ainsi que s'est produit dans tous les pays où la social-démocratie a été au pouvoir, les travailleurs de ce pays doivent venir vers nous pour nous aider à relever le drapeau de la révolution sociale.

Dans ce but, nous organisons plusieurs réunions du groupe ouvertes à tous, avec la présence d'un camarade de la Fédération parisienne avec les sujets suivants:

Le mardi 9 novembre: Ce qu'est l'anarchisme.

Le mardi 16 novembre: Les anarchistes dans le syndicalisme.

Le mardi 23 novembre: La faillite du Front populaire.

Au siège du groupe, 50, avenue des Moulins, à 20 h. 30, Boulogne-Billancourt.

Le Secrétaire.

## INTERCOMMUNAL BANLIEUE-SUD

## FRESNES

Des communistes écorchés nous communiquent:

« Nous apprenons de source sûre que Mme Dunan, rue Lina à Fresnes, titulaire d'une pension de veuve de guerre, d'une pension de la Ville de Paris, et dont le compagnon travaille chez Citroën a été radiée du chômage. Devinez le motif: a été surprise en flagrant délit à la caisse d'Epargne où elle venait de placer 1.000 fr. (la petite cachotière). Quand on saura que cette similitudine professe des idées communistes à 100 0/0, on constatera qu'elle s'accommode fort bien de cette « sale société capitaliste! » Ah! ces bolchevs, anges de morale et de vertu, quand ils ont l'occasion, c'est des drôles de larrons, tous les mêmes! Mais que va faire la municipalité rouge?

Un groupe de vrais chômeurs.

## MONTREUIL

Mais oui, il y a un groupe de l'U. A. à Montreuil, et qui grossit, n'en déplaise à certains politiciens de notre cité, qu'ils soient de n'importe quelle étiquette.

Et maintenant que vous-avez la Mairie-prison, je ne crois pas que les prolétaires de Montreuil ont trouvé quelque chose de changé dans l'humble logis du prolétaire travaillant ou du chômeur. Pourtant, que de promesses! Allons, un petit son de trompette sur l'affaire Nanquette et Cie, qui devaient aller en prison au sujet des scandales des H. B. M. Nous reviendrons poser des questions à nos nouveaux tricolores qui ont, comme les autres, roulé une fois de plus les ouvriers. N'est-ce pas, Messieurs les politiciens professionnels et de l'Union sacrée?

Le Groupe.

## VALENTON

## Avis aux Nacos

Sous un prétexte philanthropique, vous avez cru bon de donner libre cours à votre état d'esprit en insultant tous les anarchistes, parce qu'ils ont vu clair et juste à savoir où nous mène le Front populaire, sous la botte du P. C. Pour ce qui est de la distribution gratuite qui vous a été gratifiée, c'est à titre de moralité pour vous apprendre à être polis. Sachez que nous ne provoquons jamais personne, mais que chaque fois que nous serons provoqués, vous trouverez à qui parler et il n'est pas besoin, comme vous le prétendez de tomber à quatre sur un pour vous mettre à la raison même en nous menaçant de nous descendre à coups de fusils, mentalité odieuse qui démontre l'état d'esprit où vous plongez une politique qui n'est pas la vôtre.

Le Groupe.

## VOIX DE PROVINCE

## CHATEAU-THIERRY

Le départ des malheureux réfugiés espagnols s'est fait ici dans des conditions révoltantes, bien dignes du soi-disant gouvernement de Front populaire aux ordres de la réaction. La gendarmerie était mobilisée sous les ordres du maire radical-socialiste qui présidait au départ. Les militaires en vue du parti communiste et socialiste et des syndicats étaient par leur absence. Une quinzaine au plus de travailleurs étaient venus manifester leur sympathie à nos malheureux camarades atterrés d'être obligés de partir à peine installés chez nous. Certains pleuraient.

Le Front populaire « régnant » avait empêché de pénétrer sur les quais et ceux qui prenaient des billets pour des stations proches ne pouvaient pénétrer qu'à l'heure du départ de leur train.

Avant réussi à y pénétrer pour porter à nos amis quelques provisions de route, je fus, aussitôt reconnu, invité à quitter la gare et ce fut au cri de « Vive la République espagnole, à bas le fascisme », que je fus expulsé.

Voilà comment nos dirigeants entendent pratiquer la solidarité avec le peuple espagnol. Empêcher même de faire à ces malheureux nos adieux et de leur témoigner jusqu'au bout notre amitié fraternelle. Un gouvernement Laval n'aurait pas fait pire. Aussi la réprobation et l'indignation sont-elles unanimes et la conduite du Front populaire est jugée sévèrement.

## MARSEILLE (Groupe Germinal)

Dans le quartier de Saint-Gabriel, lieu commun, nous avions organisé dimanche dernier 24 octobre, une meeting public qui a connu un grand succès. L'auditoire nous a manifesté une sympathie très vive, et nous avons procédé à une diffusion massive de brochures et de « Libertaire ».

De plus nous avons distribué un tract adressé aux nacos et dont nous reproduisons ci-dessous le passage essentiel.

« Camarade communiste, écoute,

« Samedi 16 octobre, à Paris, aux obsèques d'un de nos chefs, Vaillant-Couturier, nous avons vu la Garde mobile et la Garde républicaine en grande tenue de parade rendre les honneurs militaires.

« Oublies-tu que ce furent les mêmes gardes mobiles, les mêmes fusils qui tuèrent les 5 ouvriers communistes sur la place de la République à Paris, le 9 février 1934 lors du coup d'Etat fasciste? Oublies-tu que ce furent les mêmes gardes mobiles, les mêmes fusils qui tuèrent des oustskyistes à Cligny? Oublies-tu tous les drames des revendications ouvrières où les travailleurs furent battus, assassinés par cette même garde mobile? Si tu oubliais cela, ce serait à désespérer de l'émancipation des travailleurs. Mais non, camarade communiste, nous te connaissons.

Cette tournée, qui parcourt la région du Nord, a obtenu un très vif succès. Non seulement les films que nous avons présentés ont vivement intéressé les auditeurs que nous avons réunis, mais surtout, les exposés de notre camarade Huart ont fait une profonde impression sur eux.

Il ne s'agit plus, comme s'est plu à le souligner un bon camarade socialiste, de plates harangues politiciennes, mais bien, au contraire, d'examen sérieux de la question antifasciste. Tout le drame espagnol fut évoqué par l'image et par la parole, le magnifique effort de nos camarades de la F. A. I. et de la C.N.T. fut mis en lumière et les rôles de chaque secteur antifasciste ramenés à leurs proportions véritables.

Comme nous devons nous y attendre, un sabotage intensif de notre tournée fut organisé par le parti des masses; laceration de nos affiches, mises en garde dans les journaux locaux, pression sur les patrons des lieux où nous devions nous arrêter, soit la projection des films, soit nos conférences; cependant, nous ne nous sommes pas laissés arrêter, nous sommes retournés contre leurs auteurs car, malgré l'interdiction, de nombreux camarades communistes ont assisté à nos conférences et nous ont fait part de l'écoulement qu'ils ressentent des précédents de leurs chefs.

Il faut bien le dire, nous avons visité des villes où, depuis trop longtemps, la parole anarchiste n'avait été entendue; fiefs socialistes et surtout communistes qui semblaient imperméables à notre propagande et où nous avons reçu un accueil véritablement enthousiaste. Les travailleurs qui nous ont entendus ont compris que nous n'avions pas seulement l'œuvre de solidarité que nous accomplissons et à l'action que nous préconisons.

Nous serions injustes si nous ne signalions pas l'aide que nous cimes, pour l'organisation de nos conférences, des camarades de St-Quentin, Bohain, Guise, Anzin, Valenciennes, Osmoy, Saint-Michel, Beauvais, Creil, Hirson, Caubert, etc. Des camarades syndicalistes et socialistes, comprenant la nécessité de la cohésion, des efforts et de l'oubli des soltes querelles nous ont, de tout cœur, aidés dans notre tâche de solidarité.

Et nous pouvons être fiers des résultats car, en dehors de la tâche de bonne propagande antifasciste que nous avons accomplie, quelques milliers de francs ont été recueillis et apportés pour quelques douceurs à nos gosses d'Espagne.

Nous espérons que, pour les tournées futures, nous recevrons la même aide fraternelle et que des résultats encore meilleurs viendront couronner nos efforts. A tous ceux qui nous ont si bien et si fraternellement aidés, au nom de nos orphelins, de tout cœur nous disons: merci.

Le Gérant: ROGER Coudry.

Imprimerie Centrale du Croissant (S&N) 110, rue du Croissant, Paris-20

sons bien parce que, avec toi, à l'usine, aux chantiers, à bord, sur tous les lieux de travail, nous discutons ensemble en bons camarades, et nous sentons que les chefs, ton parti te trompent, te mentent.

Mais il est temps de te ressaisir. Étude le passé de ton parti, observe les chefs, réfléchis, et alors tu quitteras ce parti de vulgaires politiciens trahissant de la confiance du peuple, et tu reviendras vers nous les vrais révolutionnaires, vers les anarchistes, et ensemble, coude à coude, nous vengerons nos morts et construirons un monde nouveau par le communisme libérateur.

## TOULOUSE (Orbon Fernandez)

Les anarchistes et les attentats

C'est notre camarade Martin, au nom de la J.A.C., qui ouvrit la séance. Après que notre jeune camarade eut lancé l'appel à tous les révolutionnaires et aux jeunes en particulier en vue de lutter avec énergie contre le fascisme et la guerre, notre camarade Huart avec une argumentation sérieuse sur le communisme nous rendit sa conférence attrayante jusqu'au bout. Il démontra que, seuls, les patrons avaient intérêt à commettre les attentats de l'Étoile tout comme le peu de sérieux des expertises faites dans les laboratoires de la police; et enfin s'éleva avec indignation contre les procédés employés par nos frères Front populaire. Il termina en qualifiant de criminel, l'acte de nos gouvernants renvoyant en Espagne de futures et innocentes victimes.

Beaucoup durent comprendre car la collecte faite produisit 102 francs.

Voici l'ordre du jour voté:

Ordre du jour

Répondant à l'appel du groupe Orbon Fernandez, de l'Union Anarchiste, les travailleurs toulousains réunis le samedi 23 octobre 1937, salle des Jacobins, après avoir entendu les camarades Martin et Huart.

Démontrant le caractère de provocation des soi-disant attentats contre les immeubles patronaux de l'Étoile.

Protestant contre les affirmations d'une presse à tout faire qui présente, sans l'ombre d'une preuve, les anarchistes comme de dangereux malfaiteurs; protestant également contre l'arrestation injustifiée de Léger, Pascoli, Aldo Flamme et d'autres camarades, également innocents et réclamant leur libération immédiate.

S'élevant avec indignation contre le roulement inhumain des réfugiés espagnols, acte qui marquera d'une tâche indélébile le gouvernement qui a pris cette odieuse mesure.

Proclamant la nécessité d'une action commune de tous les éléments révolutionnaires en faveur d'une aide matérielle aux vaillants luites antifascistes espagnols ainsi qu'un secours immédiat aux malheureuses populations civiles.

Félicitant les actes ignobles commis par Franco et ses bandes lors de la prise de Badajoz, Malaga, Gijón, etc.

Adressant l'expression de leur sympathie aux vaillants combattants chinois aux prises avec le fascisme japonais, assurèrent les antifascistes d'Espagne de leur solidarité indéfectible.

Se séparant au cri de: A bas le fascisme international, Vive l'unité d'action révolutionnaire.

## LA TOURNÉE DE CONFÉRENCES DE LA FÉDÉRATION LIBERTAIRE DU SUD-EST

GRENOBLE. — Vendredi 5 novembre, à 20 h. 30, maison des Sociétés, salle 1, rue Berthe Boissieux, grande conférence publique et contradictoire.

Supet traité: OU VA LE FRONT POPULAIRE?

Orateur: René Fremont, délégué de l'U.A. Participation aux frais: un franc.

SAINT-DONAT. — Samedi, 6 novembre, à 20 h. 30, salle de l'Espérance, grande conférence publique et contradictoire.

Sujet traité: OU VA LE FRONT POPULAIRE?

Orateur: René Fremont. Participation aux frais: un franc.

THONON-LES-BAINS. — Lundi, 8 novembre, à 20 h. 30, salle de l'Étoile Sonore, grande conférence publique et contradictoire.

OU VA LE FRONT POPULAIRE?

Orateur: René Fremont, secrétaire de l'Union Anarchiste. Participation aux frais: deux francs.

## LA TOURNÉE DU NORD DES CONFÉRENCES FILMÉES

Les exigences de l'actualité ont retardé la parution du compte rendu de la tournée effectuée par notre camarade Huart, au nom du Comité pour l'Espagne Libre, au profit des orphelins espagnols.

Cette tournée, qui parcourt la région du Nord, a obtenu un très vif succès. Non seulement les films que nous avons présentés ont vivement intéressé les auditeurs que nous avons réunis, mais surtout, les exposés de notre camarade Huart ont fait une profonde impression sur eux.

Il ne s'agit plus, comme s'est plu à le souligner un bon camarade socialiste, de plates harangues politiciennes, mais bien, au contraire, d'examen sérieux de la question antifasciste. Tout le drame espagnol fut évoqué par l'image et par la parole, le magnifique effort de nos camarades de la F. A. I. et de la C.N.T. fut mis en lumière et les rôles de chaque secteur antifasciste ramenés à leurs proportions véritables.

Comme nous devons nous y attendre, un sabotage intensif de notre tournée fut organisé par le parti des masses; laceration de nos affiches, mises en garde dans les journaux locaux, pression sur les patrons des lieux où nous devions nous arrêter, soit la projection des films, soit nos conférences; cependant, nous ne nous sommes pas laissés arrêter, nous sommes retournés contre leurs auteurs car, malgré l'interdiction, de nombreux camarades communistes ont assisté à nos conférences et nous ont fait part de l'écoulement qu'ils ressentent des précédents de leurs chefs.

Il faut bien le dire, nous avons visité des villes où, depuis trop longtemps, la parole anarchiste n'avait été entendue; fiefs socialistes et surtout communistes qui semblaient imperméables à notre propagande et où nous avons reçu un accueil véritablement enthousiaste. Les travailleurs qui nous ont entendus ont compris que nous n'avions pas seulement l'œuvre de solidarité que nous accomplissons et à l'action que nous préconisons.

Nous serions injustes si nous ne signalions pas l'aide que nous cimes, pour l'organisation de nos conférences, des camarades de St-Quentin, Bohain, Guise, Anzin, Valenciennes, Osmoy, Saint-Michel, Beauvais, Creil, Hirson, Caubert, etc. Des camarades syndicalistes et socialistes, comprenant la nécessité de la cohésion, des efforts et de l'oubli des soltes querelles nous ont, de tout cœur, aidés dans notre tâche de solidarité.

Et nous pouvons être fiers des résultats car, en dehors de la tâche de bonne propagande antifasciste que nous avons accomplie, quelques milliers de francs ont été recueillis et apportés pour quelques douceurs à nos gosses d'Espagne.

Nous espérons que, pour les tournées futures, nous recevrons la même aide fraternelle et que des résultats encore meilleurs viendront couronner nos efforts. A tous ceux qui nous ont si bien et si fraternellement aidés, au nom de nos orphelins, de tout cœur nous disons: merci.

Le Gérant: ROGER Coudry.

Imprimerie Centrale du Croissant (S&N) 110, rue du Croissant, Paris-20

## Réunion de la Commission administrative lundi 8, à 20 h. 30, au LIBERTAIRE. Tous les camarades nommés par le congrès devront être présents.

Les secrétaires de Groupes sont priés de ne mentionner dans les convocations, que le JOUR, l'HEURE, LE LIEU, et s'il y a lieu le sujet de la réunion.

1<sup>er</sup> et 11<sup>es</sup>. Vendredi 5 nov., à 20 h. 30, 24, rue de l'Arbre-Sec.

11<sup>es</sup> et 11<sup>es</sup>. Tous les jeudis à 20 h. 30, Café de l'Homme armé, 41, rue des Archives.

11<sup>es</sup> et 11<sup>es</sup>. Tous les premiers et derniers mercredis du mois, 45, rue Moufflard, à l'Eglantine; librairie tous les dimanches, 2, rue Broca.

11<sup>es</sup>. Tous les lundis à 9 heures, au Cadet, rue Cadet.

11<sup>es</sup> et 11<sup>es</sup>. Réunion publique, vendredi 12 novembre, à 20 h. 30, à la Petite Choie, 6, rue Saint-Bernard.

11<sup>es</sup>. Tous les mardis, à 20 h. 30, 23, rue Esquirol, au local. Permanence tous les dimanches matin.

11<sup>es</sup>. Tous les vendredis au café Papillon, 136, rue de Vanves, à 21 heures.

11<sup>es</sup>. Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

11<sup>es</sup> ARR. BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les mardis à 20 h. 30, chez Cuvillier, 50, av. des Moulins, à Billancourt.

11<sup>es</sup> ARR. Le jeudi, 23 octobre à 20 h. 30, 100, rue Cardinet.

11<sup>es</sup> MONTMARTRE. — Tous les mercredis à 21 heures aux « Sans-Soucis », 100, rue Ordener.

11<sup>es</sup> CHAPELLE-OUTTE D'OR. — Tous les vendredis à 21 heures, « Au Petit Trou », 83, rue de la Chapelle.

11<sup>es</sup> ARR. — Tous les 1<sup>ers</sup>, 2<sup>es</sup>, 3<sup>es</sup> jeudis de chaque mois, à la Choie du Comtal, 2, rue de Meaux; à 21 heures, tous les 1<sup>ers</sup>, 2<sup>es</sup>, 3<sup>es</sup> jeudis de chaque mois, 189, rue de Crimée.

11<sup>es</sup> ARR. — Tous les mercredis, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant (1<sup>er</sup> étage).

ANTONY. — Vendredi 5 novembre, salle Camille, au Pont d'Antony, à 20 h. 30. Compte rendu du Congrès.

AULNAY-SOUS-BOIS. — À 20 h. 30, baraque du Coiffeur, 5 novembre, 20 h. 30, salle Lecocq, 30 av. de Fontainebleau, Bictre. Ouverte aux seuls adhérents. Compte rendu du Congrès.

BAIGNOLLET. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 43, rue de la Chapelle.

BLANC-MESNIL. — Tous les lundis, 20 h. 30, salle Auguste, 11, avenue des Lilas. « Le Libertaire » est en vente chez le dépositaire, avenue Henri-Berthelot.

BOBIGNY. — Tous les 1<sup>ers</sup> et 3<sup>es</sup> vendredis de chaque mois, à 21 h., chez Célestine, 2, avenue Ed. Vaillant.

BONNEUIL. — Tous les 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> vendredis du mois, à la gare de la Régale.

CARRIÈRES-SUR-SEINE. — Samedi 13 novembre, à 20 h. 30, salle du Café de la Mairie. Causerie sur le mouvement makhoviste en Ukraine. Et les camarades de la région de la Seine.

CHAMPIGNY. — Réunion, à 20 h. 30, vendredi 5 novembre, salle Ferret, 5, route de Villiers. Le Lib est vendu maison Gatignon, à côté de la Mairie.

CHARENTON. — Tous les jeudis, heure et local habituels.

CHOISY-LE-ROI. — Tous les dimanches matin, à 11 heures, au Café du Centre, chez Mavoset.

CLAMART. — Le « Libertaire » est en vente au Café Goubert, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

CLICHY. — Tous les mercredis soir, à 20 h. 30, 92, rue de Paris. Correspondance: 149, quai d'Asnières, 1<sup>er</sup> étage.

COLOMBES. — Permanence au Groupe d'Études Sociales, 5, av. Kreissier (rue de la Reine-Henriette). Tous les samedis après-midi.

COURBEVOIE-CARENNE. — Tous les 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> vendredis de chaque mois, à 20 h. 30, chez François, 7, avenue Marceau, à Courbevoie.

ERMENT. — Tous les lundis à 9 h., 125 bis, rue de la gare, au fond de la cour à droite.

GENNEVILLIERS. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 49, rue des Grésillons.

ISSY-LES-MOULINEAUX. — Le jeudi soir, à 20 h. 30, chez Nicole, 194, rue de Verdon, Issy. Jeudi et vendredi soir, vente du « Lib » au Métro Mairie d'Issy.

IVRY. — Tous les lundis au Lion d'Or, 24 av. de la République, Ivry.

LEVALLOIS. — Réunion tous les dimanches matin, à 10 heures, Maison Commune, 19, rue de Villejuif.

LEVY-GARGAN. — Au Siège, 44, allée Montgolfier, à 20 h. 30, tous les 1<sup>ers</sup> vendredis du mois.

MONTREUIL. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Cour, 11, rue de l'Église.

NOISY-LE-SEC. — Tous les 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> vendredis de chaque mois, au café du Sicile, maison Pige, face à la mairie.

NOISY-LE-SEC. — Pour le groupe, s'adresser à Force, chemin des Ploches.

PALISEAU. — Tous les 1<sup>ers</sup> et 3<sup>es</sup> mercredis de chaque mois, local habituel.

PARIS SAINT-GERVAIS. — Tous les mardis à 21 h., au local habituel.

POINTEUSE. — Tous les jeudis, à 21 heures chez le Camarade Gâteau, 8, place de la Harengerie.

PREAUX-NEUILLY. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, salle Municipale, rue Boqueron-Épillet.

SARCELLES, SAINT-BRICE. — Un groupe de l'U.A. est constitué. S'adresser à Louis Legros, 8, rue de Chantigny, à Sarcelles.

SARTROUVILLE. — Réunion, samedi 6 novembre, à 20 h. 30, 3 av. Jules-Ferry, tous les adhérents doivent être présents.

SAINT-GENEVIEVE-DES-BOIS. — Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Cam. Gillot, à Villeneuve-le-Roi, 45, rue des Lilas.

SAINT-OUEN. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, au café, 97, rue de la Chapelle, St-Ouen.

STAINS. — Tous les mardis à 20 h. 30, chez Frédo, boulevard Marceau, rue Boqueron-Épillet.

SURESNES. — Tous les mercredis à 20 h. 30, au Balcon des Iles, 19, quai Gallieni.

VALENTON. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle du Café de la Grande-Fontaine, 63, rue de la Paroisse, Versailles.

VERMOREL. — Tous les jeudis, à 21 heures, au café de la Grande-Fontaine, 63, rue de la Paroisse, Versailles.

VITRY. — Tous les mardis, à 20 h. 30, 58, rue du Génie, à Vitry.

AIMARQUES. — A la Maison du Peuple, tous les premiers vendredis du mois.

ALBENON. — Tous les premiers et troisièmes dimanches de chaque mois, Kicker Duval, 100, rue des Tirones.

ALÉS. — S'adresser à Paul Lavaré, 9, rue de la Cavalerie. Le « Libertaire » est en vente à la librairie de « Petit-Mars », 4, rue Boutoville, et dans tous les kiosques de la ville.

ALGER. — Tous les lundis soir, de 18 à 20 heures, au local du Cercle d'Éducation Sociale, 6, rue Lacaze.

AMIENS. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, salle de l'Union Coopérative, 52, rue de Beauvais. Le « Libertaire » est en vente chez Grévin, 3, rue Vasco.

ANNÉCY. — Tous les mercredis, à 8 h. 30, café du Globe, au 1<sup>er</sup>, rue de la Filature.

ANTIBES. — Tous les vendredis à 20 h. 30. Local habituel.

ARLES. — On trouve le « Libertaire » chez Desbous, boulevard des Lices.

AVIGNON. — Tous les lundis, à 20 h. 30, au Bar Avignonnais, rue Carnot.

BREST. — Les 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> vendredis de chaque mois à la Maison du Peuple. Le

**Travailleurs français  
un mot d'ordre effi-  
cace pour vos frères  
d'Espagne :  
BOYCOTT  
CONTRE  
FRANCO**

**POUR SAUVER L'ESPAGNE OUVRIERE**

## Il est encore temps d'agir

Quoi de plus édifiant que le spectacle de l'impuissance des organisations ouvrières à obtenir des gouvernements du Front populaire de ce pays le rétablissement du droit international qui permettrait le ravitaillement en armes de l'Espagne antifasciste.

Depuis quinze mois que dure le drame qui décime le meilleur du prolétariat espagnol, on cherche en vain une action positive et féconde pour arrêter l'hécatombe ou lui procurer des moyens de défense.

Ah ! certes, les ordres du jour de sympathie n'ont pas manqué, chaque réunion syndicale, chaque meeting public ont été l'occasion de déclarations stigmatisant la barbarie fasciste.

On tranquillisait sa conscience par des protestations de solidarité et des délégations près des Pouvoirs publics.

Le résultat est là. Franco poursuit victorieusement son offensive et menace d'envahir à bref délai le reste de l'Espagne.

Il la poursuit d'autant mieux, avec le concours de l'Allemagne et de l'Italie, qu'il rencontre dans ce pays même des complicités pour le moins inattendues.

Le *Peuple* de mardi dernier nous rapporte qu'un trafic régulier a lieu chaque jour à la frontière au bénéfice de Franco, et que sous le couvert de la non-intervention, des trains entiers continuent à ravitailler l'Espagne fasciste. Il est même précisé que ces trains, dont

la destination et le contenu sont connus d'avance, traversent tout le pays par les réseaux Nord, Etat, P.-O., Midi.

Quand *Le Peuple* dénonce ce trafic, nous ne pouvons qu'approuver ; mais les précédents ne nous autorisent-ils pas à penser que sa protestation restera lettre morte ?

D'autre part, nous ne pouvons nous empêcher de songer qu'il existe une Fédération des cheminots qui aurait là son mot à dire, ou plutôt une action opportune à accomplir.

Puisque, dédaignant les avis des organisations ouvrières, le gouvernement persiste à couvrir les odieux massacres fascistes en permettant le ravitaillement franquiste, celle-ci ne doit pas attendre pour agir elle-même.

La S.D.N. avait prévu, par le boycottage organisé internationalement, des sanctions économiques contre les pays agresseurs. On sait qu'à plusieurs reprises, sous prétexte d'éviter des complications internationales, elle a été incapable d'appliquer ces sanctions.

Les Internationales syndicales et socialistes, à leur tour, ont décidé voici plusieurs mois d'envoyer une action directe pour le boycottage des pays fascistes. Le récent congrès du R.U.P. (Rassemblement Universel pour la Paix) auquel participaient 500 délégués de la C.G.T., a réclamé, lui aussi, des sanctions économiques, et les organisations représentées au Congrès, et tout particulièrement les forces syn-

dicales, ont pris l'engagement de participer à l'application des sanctions précitées.

Or, à notre connaissance, aucune application pratique de ces sanctions par le boycott ou autrement, n'est venue confirmer ces solennels engagements. Ainsi, derrière leurs déclarations démagogiques, les représentants officiels des organisations se réclamant du prolétariat se révélaient aussi asservis aux démocraties impérialistes que leurs collègues de la S.D.N.

C'est donc à la classe ouvrière elle-même, consciente de ses responsabilités dans le crime qui ensanglante la terre d'Espagne, qui permet les affreux bombardements et les mitraillades de populations innocentes, de prendre ses dispositions pour contraindre par un boycott effectif de tous leurs produits, les puissances fascistes à cesser leur intervention criminelle, en les frappant dans leurs intérêts vitaux.

C'est aux travailleurs des transports, aux marins, aux dockers comme aux cheminots d'exercer leur vigilance et d'imposer à leurs dirigeants les solutions efficaces qu'ils se refusent à appliquer.

C'est à la classe ouvrière d'exiger que cessent les pleunicheries stériles et qu'on commence enfin une action directe effective pour que soient appliquées les seules mesures de représailles propres à faire reculer les assassins fascistes.

N. FAUGIER.

## Le Mouvement Syndical

### DANS LES SERVICES PUBLICS

L'Université bouge

Très significatif, l'article que le bureau de la Fédération de l'Enseignement a fait paraître dans la Tribune des Fonctionnaires du 23 octobre sous le titre : « Réalisations ».

Après les postures, les membres de l'Enseignement expriment carrément leur façon de penser à l'endroit du Gouvernement du Front Populaire ! Qu'écrivent-ils ?

En quelques mots ils rappellent ce qui a été fait quant à la réorganisation démocratique de l'Enseignement et en fin de compte ils se reprennent à « douter de la volonté réaliste du gouvernement », car le ministère des Finances refuse immanquablement les crédits les plus indispensables.

« Nous sommes las, écrivent plus loin les universitaires, de quémander et de constater que l'Etat-Patron refuse à ses employés, les garanties les plus élémentaires de salaire, de loisirs et de sécurité ».

On s'est plu à louer la « dignité » des fonctionnaires pendant les grèves de juin 1936 et aussi depuis lors.

Us ont appuyé par des manifestations de sympathie, les revendications ouvrières qu'ils reconnaissent plus urgentes que les leurs.

Le gouvernement se gausserait-il d'eux pour une telle attitude de « sagesse » ?

« Ce n'est pas sans appréhension, qu'ils (les fonctionnaires) ont renoncé aux traditions d'indépendance totale du syndicalisme à l'égard de tous les gouvernements », et plus loin, les universitaires exhalent leurs plaintes amères : « On nous paie bien mal en retour. Le droit syndical nous est toujours contesté, notre pouvoir d'achat est diminué de 30 % et l'on nous marchandise les modestes allocations d'attente que l'on nous a obligés à réclamer ».

« C'est un jeu dangereux que de contraindre aujourd'hui les fonctionnaires à se dresser pour la défense de leur juste rémunération et pour la défense de la fonction publique ».

Tout au long de cet article, on sent vivre une rancœur sourde et concentrée.

On sent poindre un certain scepticisme à l'égard de l'appareil gouvernemental et parlementaire.

« Où trouvera-t-on l'argent nécessaire à une réforme démocratique de l'Enseignement ? demandent encore les universitaires ; mais ils connaissent la solution. »

Le gouvernement du Front Populaire a su trouver des milliards pour renforcer l'appareil militaire et ce sont les malheureux gobe-mouches de prolétaires qui ont supporté les frais avec « dignité ».

Mais ce même gouvernement ne se sent pas capable de ramasser quelques millions pour rémunérer convenablement des hommes, pour donner la nourriture spirituelle aux enfants de travailleurs ; c'est insupportable et c'est au syndicalisme qu'il appartient d'y mettre fin par des moyens coercitifs.

Lacaze.

### CHEZ LES INSTITUTEURS

Une résolution de la sous-section de Clamart contre la carence des dirigeants syndicaux

Devant la hausse du coût de la vie s'indigne de l'attitude du gouvernement de Front Populaire qui ose proposer aux fonctionnaires l'aumône dérisoire de 50 à 100 fr. par mois, alors qu'il trouve des milliards et des milliards pour accélérer chaque jour la course aux armements, prélude de la prochaine guerre impérialiste, et dénonce ce gouvernement comme l'agent des puissances d'argent et l'instrument du capitalisme français.

Fait remarquer d'autre part que les fonctionnaires recueillent aujourd'hui les fruits amers de la politique de collaboration de classe des « réformistes sans réformes » qu'exprimait si précisément le trop fameux article : « Il ne faut pas mettre le couteau sous la gorge du Gouvernement » (1).

Déplorant qu'en juin 1936 les syndicats de fonctionnaires ne se soient pas associés dans l'action au mouvement revendicatif par lequel la classe ouvrière a pu arracher quelques avantages momentanés au patronat.

S'indigne de ce que les syndicats de fonctionnaires et la C. G. T. au lieu de mener sur tous les terrains l'offensive contre l'Etat-patron, aient prélevé une partie des cotisations de leurs adhérents pour la verser à l'emprunt lancé par ce même Etat pour activer la préparation de la guerre.

Exige la cessation immédiate des concessions et des abdications poursuivies sans jamais consulter la masse des syndiqués ; la fin des pourparlers secrets et des entrevues cordiales avec les membres du gouvernement et exige la pratique d'un syndicalisme de classe qui ne paralyse aucune considération politique.

Fait remarquer l'insuffisance manifeste de la revendication des 150 fr. et réclame instamment la mise au point immédiate d'un projet de réajustement des traitements comportant un système d'indemnités mobiles variant avec le coût de la vie.

Et ne fait confiance pour la faire aboutir qu'aux travailleurs eux-mêmes, unis sur leur terrain de classe et poursuivant leur action autonome sans compromis ni capitulation.

(1) La formule trop connue est de Delmas, secrétaire du S. N. des Instituteurs.

### DANS L'ASSURANCE

Après les améliorations de salaires, acquises par l'action directe en juin 1936, les employés d'assurances se sont vu bien privés de leur pouvoir d'achat, leur gain mensuel s'avérant trop faible pour répondre à un coût de vie sans cesse grandissant.

Vers le mois de décembre 1936, les délégués de la « Toute Puissante » C.G.T. demandèrent au patronat de l'assurance un rajustement de salaire de 15 %.

Naturellement, la demande fut remise avec empressement à l'arbitrage obligatoire, qui, après 3 mois de délibérations plus ou moins honnêtes, nous accorda généreusement 10 % en gros !

Passons. Depuis ce temps-là, la vie, nous voulons dire le prix de la vie, a plus que doublé, et est venu atterrir à la roulette base de 35 % (pour lui fixer un taux, point n'est besoin de choisir un arbitre !). Devant le légitime et croissant mécontentement des employés, les mêmes délégués ont fait une nouvelle demande d'augmentation, qui, pour faire face aux 35 % de hausse, a été fixée à 20 % ! ce qui est loin de compléter le trou fait dans les améliorations de juin 1936.

Depuis le 2 août 1937, date à laquelle la demande fut déposée, nous attendons la réponse.

Combien de temps cela va-t-il durer ? La loi de l'arbitrage fixe à 21 jours le maximum de délai pour le règlement d'un conflit, or, les 21 jours sont écoulés depuis un certain moment, n'est-ce pas ? Alors ?

Nous ne marcherons pas plus longtemps ! Nous demandons à tous les syndicats de l'Assurance, de protester par tous les moyens, contre cette partie d'amusement à laquelle se livrent nos dirigeants syndicaux, en employant l'arme la plus efficace, celle qui leur a servi au mois de juin 1936... la grève...

Un groupe de syndiqués de « La Prévoyance ».

### CHEZ LES MUSICIENS

Il y a en France, dans tout le spectacle, 80.000 artistes et musiciens professionnels au chômage. Leur situation est de jour en jour plus désespérée. Abandonnés au silence que répand sur eux la presse domestique, abandonnés par les pouvoirs publics, trahis d'autre part par les organismes du front populaire qui continuent à ne confier le soin de leurs représentations artistiques qu'aux amateurs et aux vedettes (ar-

nus du métier). Que dire de l'initiative économe, à ce sujet, de la maison dite « de la culture » qui ne cesse de couronner les chômeurs du spectacle par des programmes d'amateurs ou de vedettes (arrivistes à tous prix) dont la plupart ont plus fait le déshonneur du spectacle que sa chute qu'autre chose !

Les syndicats et organismes de défense professionnelle, la plupart membres de la C. G. T., ont eu leur mot à dire. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Pourquoi ne font-ils que drainer toujours leurs adhérents derrière ce mythe des patrons n'existant plus, ou des promesses sans suite des députés ou des ministres ? Pourquoi ne conseillent-ils pas à leurs adhérents de changer de méthode puisque partout les théâtres restent fermés, les salles de concerts inoccupées ?

Il vaut donc mieux selon eux attendre les temps bénis des grands travaux, c'est pourquoi je veux donner un aperçu de ce que nous pouvons en attendre.

Il existe dans un endroit impénétrable des Hautes-Alpes un pauvre homme de 62 ans, ancien trombone solo des théâtres de Lyon, ancien après une longue carrière, on ne peut même donner une retraite pour vivre. Ce malheureux est obligé, pour ne pas mourir de faim, d'accepter de faire le terrassier, à plus de 2.000 mètres d'altitude, pour l'Etat qui fait construire des routes dans les forêts, pour le salaire de 27 fr. par jour, de 8 heures du matin à 4 h. 30 du soir. Couché la nuit sur un grabat dans le grenier des gardes forestiers, trop loin de tout, parmi une température mortelle.

Sont-ce les travaux publics que réserve l'Etat en mal de recherche aux musiciens pour s'en débarrasser ? Et les syndicats avides de soutenir le budget ne sont-ils pas les complices de cette opération par leur inertie ?

N'est-il pas temps, dans le spectacle, de crier : « Alerte ! »

R. V.

### DANS L'ALIMENTATION DE LILLE

Une résolution de la commission intersyndicale en faveur de Léger

Sur la proposition du camarade Moreau, l'assemblée des délégués a adopté à l'unanimité la proposition de l'ordre du jour suivant :

« L'Assemblée générale des délégués de l'Alimentation, réunie le 31 octobre 1937, fait sien l'ordre du jour unanime du Conseil syndical du Syndicat des ouvriers cuisiniers de la Seine, du 8 octobre courant, concernant le camarade Léger. »

« Le Conseil syndical des cuisiniers de Paris, après examen des faits ayant entraîné l'arrestation du camarade Léger, membre du Conseil, a constaté avec stupeur que certains groupements de gauche aient pu appliquer à notre camarade le qualificatif de « Cagouillard ».

« Le Conseil regrette d'autant plus cette attitude que rien, dans les faits ayant motivé l'arrestation de Léger, ne permettait une telle analogie. »

« La police elle-même, ayant, dans ses communications, fait la discrimination entre les « cagouillards » et notre camarade. »

« Léger n'est arrêté que pour détention d'armes. Il n'est sans doute rendu coupable d'un délit, mais de là à insinuer que notre camarade est un terroriste, il y a un monde. »

« Ceux qui connaissent son dévouement, l'activité qu'il a toujours déployée pour améliorer le sort des travailleurs, savent qu'il n'est pas, qu'il ne peut être un cagouillard. Léger ne peut être confondu avec les ennemis de la classe ouvrière. »

« En conséquence, le Conseil pense unanimement que Léger n'a aucunement démérité de la confiance de la corporation qu'il jusqu'à plus ample information, lui conserve toute son estime. »

« Décide de lui envoyer une somme de 200 fr. pour prouver la sympathie et la solidarité de la classe ouvrière envers lui. »

### CHEZ LIORE ET OLIVIER

Mercredi 27 octobre, il y avait réunion générale des ouvriers et des techniciens au Gymnase municipal.

Environ 1.500 ouvriers techniciens étaient présents.

Ordre du jour : Comité consultatif.

A la suite de plusieurs notes parvenues à la Direction et provenant de M. Labarthe, chef de cabinet de M. le sous-Secrétaire d'Etat à l'Air, la Direction signifia à la délégation que le personnel ouvrier et technicien « devrait » procéder aux élections de trois candidats le vendredi 29 octobre, pour siéger à titre consultatif au Comité consultatif.

Comité consultatif « collaboratif » si l'on s'en rapporte à la note qui fut affichée par la Direction.

Faisons-la parler : « Le Comité consultatif doit examiner les questions relatives à l'organisation du travail, au rendement de la production et à la coordination des efforts... mais le but essentiel de l'activité des membres sera l'amélioration du rendement qualitatif et quantitatif, nous serions les « ouvriers conseils », les « techniciens conseils », nous voulons voir (les patrons) une richesse plus largement exploitée, etc., etc. »

Et avec ça, quoi encore ? ont demandé les compagnons. Nous voulons que l'on étende le pouvoir des délégués et que l'on nous donne le contrôle ouvrier. Nous ne partions pas dans une aventure dont nous prévoyons déjà les conséquences, il y a des choses plus sérieuses à l'ordre du jour : le renouvellement des conventions collectives, le contrôle de l'embauche et de la débauche, et bien d'autres choses encore.

Le personnel a voté contre, il n'est pas encore mur pour ces petites opérations, son sens de classe n'est pas mort et il le prouvera chaque fois qu'il sera nécessaire, n'en déplaise à certains qui voudraient le conduire où il ne tient pas à aller.

Sincères condoléances aux propositions de la C. E.

### AUX ABATTOIRS DE LA VILLETTE

Cet article n'était pas destiné aux colonnes du *Libertaire*, mais refusé par la commission de presse de l'organe du Syndicat des Abattoirs « Le Travailleur des Abattoirs », nous en insérons volontiers la première partie.

N.D.L.R.

Après un Congrès

Si le compte rendu de notre Congrès Syndical avait retenu avec exactitude la position et les paroles des délégués sans chercher à le rendre favorable aux bureaux fédéral et syndical, jamais je n'aurais eu à élever la moindre protestation. Je comprends que la vérité gêne certains et qu'il faille absolument la cacher à la base. Nous, nous n'avons rien à cacher et personne n'a le droit de récrire ce compte rendu qui ne sera pas « revu et corrigé » comme le précédent, par la cellule ou tout au moins par notre « délégué technique » Beaugrand.

Le premier matin, le secrétaire syndical, Tournasse, essaya de disculper la direction syndicale qui, d'après lui, n'est pas responsable de l'échec de la dernière grève, en rejetant toute la responsabilité sur des éléments étrangers au Conseil syndical qui ont voulu une grève générale et non comme le proposait le bureau, simplement partielle.

Les orateurs suivants et en particulier Messier, secrétaire-adjoint, rejetèrent, au contraire, toute la responsabilité du mouvement sur le secrétaire en lui reprochant de tout faire et de tout entreprendre de sa propre initiative sans consulter le bureau et le conseil syndical. Aucun ne voulait prendre la responsabilité de l'échec et tous se renvoyaient « la balle ». Personnellement, adversaire d'une grève générale et à plus forte raison partielle, dans une période comme la nôtre, je ne puis que me déclarer favorable à la volonté de la majorité si je ne m'étais trouvé en congé à cette époque. Mais il faut dire que si, en effet, le conseil syndical élargi à tous les délégués, a décidé une grève générale, c'est le bureau syndical et la Fédération de l'alimentation qui ont failli à leur tâche en freinant les exigences ouvrières et en ne déclarant qu'une grève semi-générale. Toute l'industrie de la viande devait débrayer ; il était indispensable que les abattoirs de province suivent l'exemple de la Villette et de Vaugirard, ainsi que les Halles qui continuaient à vendre le « Frigo » que M. Berteau faisait rentrer de l'étranger avec l'autorisation de son ami, le Président du Conseil, Chautemps. Dans ces conditions, il y avait grève générale, chance de victoire et application des décisions, mais l'intérêt général et l'ordre public passent avant ces considérations, n'est-ce pas Beaugrand, Tollet et Antoinette Gilles ?

L'intervention que je fis au Congrès a été passée sous silence dans le compte rendu, on laisse même croire que je fus hné par la salle et qu'Antoinette Gilles fut toujours applaudie, quand c'est exactement le contraire qui se produisit. Soutenu par l'ensemble des ouvriers boyardiers, j'élevai ma protestation et je prie le bureau syndical d'être à l'avenir plus impartial et de ne pas laisser transparaître l'influence de la cellule bolchevique...

Ogès.

### AUX CHANTIERS BOFFREY-HENNEBIQUE

La police avec nous

Avant « La France aux Français » et en attendant le nouveau slogan, bien exact celui-ci, « Les rups ne paieront rien », il avait été lancé dans une presse représentant et défendant en principe les ouvriers le mot d'ordre « La police avec nous ». Il est évident et tous les ouvriers de bonne foi peuvent le constater que tous les trop-payés de l'autorité : gardes mobiles, municipaux et menues filouteries observent cette consigne avec la même sincérité que nos patrons appliquent les conventions collectives.

Sans vouloir faire un cours d'histoire sur les grèves qui se sont déroulées ces derniers mois, je vais citer un exemple récent qui a le mérite d'être toujours d'actualité. Tous les matins et chaque soir, la représentation est publique et

gratuite. Les cimentiers de la maison Boffrey-Hennebique sont en grève depuis le 6 septembre pour la réintégration de 14 militants renvoyés pour leur activité syndicale. Le patron a réussi à racoler une dizaine d'individus pour en faire des briseurs de grève sur le chantier de la prison St-Lazare, rue du Faubourg-St-Denis. Nous assistons tous les matins au spectacle écorçant de la rentrée de ces « rebuts d'ouvriers », assurée par la protection d'une escouade de « flics » en uniforme et d'une moins nombreuse brigade de pieds plats en civil ; le soir, les mêmes braves agents et les mêmes fortes moustaches assurent la protection de ces inconscients qui assurent des rentes au patron et la misère aux ouvriers grévistes.

Je reconnais que M. le Commissaire a des égards pour nous, il nous interdit simplement de stationner devant le chantier et nous fait circuler en vitesse, si nous avons le malheur d'avoir la prétention de vouloir nous promener dans la rue du Faubourg-St-Denis. Le soir, il pousse la sollicitude jusqu'à raccompagner au métro la « Janinise » (2 flics par individus, c'est la mesure), dans la crainte sans doute justifiée qu'on ne leur fasse quelques gestes d'amitié.

Mais vraiment, camarade syndiqué, toi qui avais confiance dans le Front populaire, toi qui a mis ton espoir, demandé des réalités et qui les avait exprimées avec un bulletin de vote, peux-tu sincèrement reconnaître s'il y a une différence entre la police d'un gouvernement Laval et celle d'un gouvernement Front Populaire. Peux-tu affirmer que dans le beau programme offert à l'appât des écoliers, le jour du vote, il était spécifié que le trottoir devenait la propriété des prostituées de toutes les catégories, et peux-tu ne pas reconnaître la faillite d'un parti qui réclame la police avec lui ?

Rappelle-toi que cette police, quelle soit républicaine ou royaliste, quelle soit de gauche ou de droite, a toujours eu comme mission de brimer et de maitraquer, quelle a toujours soutenu les oppresseurs contre les opprimés, protégé les patrons contre leurs salariés et quelle sera toujours pour nous un instrument d'oppression et de répression.

Souviens-toi des morts de Meloué, de ceux de Cligny, pense à tous les prolétaires qui par eux, tomberont dans les balailles futures et comme moi crie bien fort : La police, on n'en veut pas avec nous !

Lefevre.

### AUX USINES DE PRODUITS CHIMIQUES DE THANN

Dans ces usines aux murs noircis par des acides de toute sorte, les ouvriers travaillent de tous les côtés, les uns à la fabrication, d'autres à la maintenance, d'autres encore à la vente. Néanmoins, malgré que le patron réclame non seulement le travail de ses salariés, mais encore leur santé, les conventions collectives y sont encore inconnues. Cependant la mortalité est grande et précoce parmi ces prolétaires condamnés par leur pays dérisoire à la sous-alimentation et par leur métier à l'empoisonnement. Que font les services d'inspection de l'hygiène du Front populaire ?

La même firme possède une autre usine à Nanterre. Les ouvriers sans doute y ont de meilleurs salaires. Leurs camarades de Thann leur demande de mener avec eux l'action commune pour leurs revendications. Que font les travailleurs astreints à des occupations malsaines s'unissent contre ce patronat qui non content de les empoisonner les affaires et veut encore les asservir.

### UN GROUPE D'USINE CHEZ BLERIOT

Un groupe d'usine étant en formation chez Blériot, à Surmesne, une réunion eut lieu le jeudi 28 octobre. Les camarades Juliot et Virot firent un exposé de ce que veulent les anarchistes et de la question espagnole. Une autre réunion aura lieu prochainement, les camarades comprenant la nécessité du débouillage de crête et de la lutte de classe y seront cordialement invités.

Des camarades du groupe.

### CHEZ LES TECHNICIENS

## CE QU'IL FAUT DÉNONCER

Jamais tant d'événements importants n'ont retenu l'attention des militants syndicalistes, mais il semble nécessaire d'insister sur un problème littéralement étouffé par la presse dite « ouvrière » : la liquidation de la Fédération des Techniciens.

Depuis un an, nos camarades techniciens sont en butte aux manœuvres de plus en plus envahissantes des Fédérations « colonisées » : Métaux, Bâtiment, Produits chimiques, etc...

Une argumentation, plus ou moins discutable, tend à démontrer qu'il faut incorporer les Techniciens dans les Fédérations ouvrières. Unir, unir, unir, etc., parallèlement à l'appel à l'union, l'habituelle campagne de calomnies sur les militants qui résistent.

Enfin, une série de comptes rendus et d'ordres du jour tendancieux laissent penser que les Techniciens sont prêts à suivre les sirènes mouscolaires.

Or, il n'en est rien, et à plusieurs reprises l'énorme majorité des Techniciens s'est prononcée pour le maintien de la Fédération.

Si, contrairement à toute démocratie intérieure, les staliniens entendent démolir la Fédération des Techniciens, c'est qu'elle est, à leurs yeux, coupable d'un grand crime : elle ne veut pas marcher au pas, elle est orientée vers la lutte de classes.

Mais la Fédération des Techniciens, en butte aux attaques combinées du Patronat et des nacos ne pourra tenir indéfiniment et il est certain que son existence est conditionnée à un redressement général du mouvement ouvrier.

Toutefois, les camarades ouvriers peuvent des maintenant épauler l'action de la Fédération des Techniciens, en dénonçant partout les calomnies et les buts réels du conflit.

Gebache.

Le Cercle syndicaliste « Lutte de Classes » consacre un numéro spécial de son bulletin mensuel au problème des Techniciens.